

Portugal : l'Algérie fait expulser Tzipi Livni d'un Forum P. 3

50^e ANNIVERSAIRE DE L'UNPA

Tebboune annonce une série de mesures pour les agriculteurs

Lire synthèse
de R. N. page 3



Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

AUTOMOBILE

Retour annoncé des Coréens P. 4



UN PROJET À L'ÉTUDE

Le solaire pour alimenter les stations de dessalement P. 4

ENTITÉ SIONISTE ET LIBAN

Accord de cessez-le-feu

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



FINANCES

De nouvelles lois pour dynamiser le marché boursier

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4

Entité sioniste et Liban Accord de cessez-le-feu

Mohamed Mehdi

Mardi, 417^e jour de l'agression contre Ghaza, le nombre de victimes de la barbarie israélienne s'est élevé à 44.249 martyrs et 104.746 blessés, a indiqué, hier, le ministère de la Santé de l'enclave assiégée. La même source a fait état également d'un bilan de 14 martyrs et de 108 blessés dans les trois massacres enregistrés lors des précédentes 24 heures.

Dans une précédente publication, datée de lundi, le ministère de la Santé a fait un bilan des massacres commis par l'armée sioniste à Ghaza. Depuis le 7 octobre 2023 au 1^{er} novembre 2024, le nombre de massacres sionistes s'est élevé à 7160, dans lesquels «1410 familles correspondant à 5444 membres, ont été complètement rayées du registre d'état civil» et «3463 familles dont un seul est resté en vie (7934 martyrs)».

Cinq grandes familles à Ghaza ont perdu plusieurs dizaines de membres dans les bombardements sionistes, ajoute le ministère de la Santé. Il s'agit des familles : al-Najjar (520 martyrs), al-Masri (287 martyrs), Achour (217 martyrs), Hijazi (199 martyrs) et Aouadh (198 martyrs).

Au 417^e jour de son agression barbare contre Ghaza, l'entité sioniste continue d'empêcher l'entrée du carburant diesel pour le fonctionnement des ambulances et des générateurs électriques des hôpitaux.

Mardi, la Protection civile dans la bande de Ghaza a déclaré que «tous les véhicules des pompiers et des ambulances sont à l'arrêt dans la ville de Ghaza en raison du refus persistant de l'occupation de fournir du diesel». Ce refus persistant «constitue une peine de mort» pour les malades et les blessés, a ajouté la même source.

En plus de la situation dramatique dans le nord de Ghaza, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a déclaré, hier, que les personnes déplacées dans des tentes à Khan Younes, dans le sud de l'enclave, sont confrontées à de fortes pluies, à une montée du niveau de la mer et à des raids, dans un contexte hivernal difficile.

LES PERSONNES DÉPLACÉES CIBLÉES PAR L'ARMÉE SIONISTE

Les bombardements continuent dans plusieurs régions de l'enclave assiégée. Hier, l'armée d'occupation a ciblé la ville de Ghaza, dans le centre, ainsi que Jabaliya al-Nazla, dans le nord. Des sources médiatiques palestiniennes ont rapporté à Al Jazeera que les forces d'occupation israéliennes ont pris pour cible une maison appartenant à la famille Chehadeh près de l'école Al-Nazla à Jabaliya Al-Nazla, au nord de la bande de Ghaza, faisant des martyrs et des blessés.

Un correspondant d'Al Jazeera a rapporté également un bilan d'un martyr et d'un blessé dans un bombardement israélien sur la zone d'Al-Saftawi, au nord-ouest de la ville de Ghaza, et plusieurs blessés dans des raids sur le quartier d'Al-Shujaiya, à l'est de la ville.

Au sud de la ville de Ghaza, un bombardement d'une école abritant des personnes déplacées dans le

quartier al-Zaytoun a fait 11 martyrs, des dizaines de blessés, et des disparus. Le journaliste a précisé que plus de 30 personnes blessées dans cette attaque ont été transférées à l'hôpital Baptist.

Sur le terrain des combats entre la résistance palestinienne et les forces d'occupation sionistes, les Brigades Al-Qassam ont mené plusieurs opérations, dont deux visant des chars Merkava.

«Nous avons tué et blessé un groupe de soldats sionistes dans l'explosion d'un bâtiment piégé à l'est du camp de Jabaliya, dans le nord de la bande de Ghaza», ont indiqué hier les Brigades al-Qassam. Plus tard, la branche armée du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), a annoncé deux autres opérations à l'est du camp de Jabaliya ayant mené à la destruction de «deux chars sionistes Merkava avec un obus Al-Yassin 105 et un obus terrestre» et un autre char Merka ciblé par obus anti-char près de la mosquée Al-Awda.

Dans la ville de Ghaza, al-Qassam a annoncé avoir ciblé, dans la nuit de lundi à mardi, un «véhicule militaire sioniste» avec un obus enfoui sous terre, «ainsi qu'un bulldozer de type D9, qui tentait de retirer le véhicule, avec un obus Al-Yassin 105».

De leur côté, les Brigades Al-Qods ont annoncé avoir bombardé avec des missiles 107 des positions de l'artillerie israélienne sur le site militaire de Fajja, à l'est de Ghaza.

«NOUS NE POUVONS PAS ARRÊTER LA RÉSISTANCE TANT QU'IL Y AURA UNE OCCUPATION»

Mardi, les informations relatives à un cessez-le-feu, dans les «heures à venir», entre le Liban et l'entité sioniste, devenaient de plus en plus persistantes. Dans l'après-midi d'hier, Al Jazeera a rapporté des propos du chef du bloc parlementaire du Hezbollah affirmant que le parti était «ouvert à toute formule permettant de protéger le pays des menaces de l'ennemi et ses dangers existentiels».

«Nous attendrons les résultats des négociations indirectes, et aucun amendement à la résolution 1701 ne sera accepté par aucune personne rationnelle», a déclaré le chef du bloc parlementaire du Hezbollah, estimant que «la garantie de l'engagement de l'ennemi israélien envers la résolution 1701 c'est l'équation qui comprend le peuple libanais, son armée et sa résistance».

De son côté, le ministre libanais des Affaires étrangères, Abdallah Bou Habib, a déclaré que son pays déploiera «5000 soldats dans le sud dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu». «Nous espérons qu'un cessez-le-feu sera conclu et nous attendons les résultats de la réunion du gouvernement israélien», a-t-il ajouté, soulignant que les États-Unis pourraient jouer un rôle «dans la reconstruction des infrastructures dans le sud».

«Nous ne pouvons pas arrêter la résistance tant qu'il y aura une occupation», a affirmé encore le MAE du Liban, dans des propos rapportés par Al Jazeera. Cette dernière, citant une «source officielle libanaise», affirme que «la mise en œuvre de l'accord se fera par étapes et dans un délai pouvant aller jusqu'à 60 jours» et que «la résolution 1701 de l'ONU

ANALYSE

Sid Lakhdar Boumediène

Elon Musk, une définition du culot

On croyait que ce n'était que le fait des hommes politiques populistes mais c'est maintenant celui des dirigeants des méga-entreprises qui veulent gérer le monde et qui commencent à y parvenir, du moins le pensent-ils et en font leur objectif.

Parmi ceux-là le milliardaire Elon Musk dont on connaissait les fantasques apparitions qui ont mené jusqu'au délire qui l'ont rapproché de Donald Trump, son double parfait.

L'objectif de cette chronique n'est pas d'autopsier l'homme dans toutes ses facettes et péripéties, chacun peut en constater la réalité dans les médias. Ce qui intéresse aujourd'hui est l'immense hypocrisie de ce personnage atypique en ce qui concerne son idéologie revendiquée, celle du libertarisme.

C'est au début du XX^{ème} siècle que cette philosophie est apparue aux États-Unis, très peu connue en Europe. Dans sa traduction française, le mot trouve sa source dans le courant «libertaire», une variante de la pensée politique anarchiste.

Comme ce dernier, le libertarisme a pour base idéologique de s'opposer à toute forme de contrainte dont la plus emblématique, la présence d'un État trop puissant et trop interventionniste. Pour les libertariens l'État doit se cantonner dans des interventions minimales dans la vie des citoyens. Nous en trouvons un exemple emblématique, celui du très connu clivage sur le débat concernant les armes dans lequel les libertariens soutiennent la libre disposition et usage pour l'autodéfense individuelle.

Ainsi, si l'anarchisme et le libertarisme combattent la mainmise de toutes les institutions d'État, ce n'est vraiment pas pour le même objectif tant il est radicalement opposé. Pour résumer assez grossièrement (mais en restant juste dans le fond) l'anarchisme se localise surtout dans les mouvements historiques d'ultra-gauche.

Dans cet état d'esprit doctrinal du libertarisme, comment le milliardaire ne pouvait-il pas être admiré et soutenu par tout ce que représente l'extrême droite américaine, ultra-conservatrice et puritaine (dans le discours). Entre autres identifiants, la réussite et la puissance financière sont la marque d'un homme fort capable de prendre la tête d'un pays pour y reproduire la même compétence et mettre l'État dans un rôle très marginal sinon dans une disparition quasi totale.

Elon Musk est l'opposant de tout ce qui se rapproche des mouvements sociétaux qui sont à l'opposé de la doctrine conservatrice et puritaine. Il est ainsi la caricature d'une extrême droite florissante dans le monde actuel. Ami de tous les dirigeants populistes de la planète, nous avons en lui une parfaite représentation du mouvement

de pensée et de pouvoir qui est en expansion fulgurante.

Mais si nous revenons à la volonté de réduire l'État à sa plus petite expression, Elon Musk est le plus grand des hypocrites. Lui qui veut supprimer

toute présence de l'État dans les médias, l'éducation et les affaires avait reçu des aides de l'État dès le départ de la construction de son empire même si les premiers financements proviennent de la réussite de PayPal dont il était co-fondateur.

Par la vente de ses parts il détenait un pactole très important mais cependant loin d'expliquer à lui-seul l'extraordinaire ascension vers le titre d'homme le plus riche au monde. Une enquête du Los Angeles Times avait estimé qu'en 2015, Tesla, SpaceX et SolarCity, les fleurons de son groupe, avaient reçu près de cinq milliards de dollars d'aides gouvernementales qu'en soient les formes.

Ces aides se sont multipliées durant les périodes ultérieures. Une confirmation en est donnée par le groupe Good Jobs First dont l'outil Subsidy Tracker suit et milite contre les subventions aux grandes compagnies. Nous pouvons nous étonner que ce soit Elon Musk, grand pourfendeur des interventions de l'État, qui soit sur la liste de cette organisation militante censée partager ses idées.

Mais l'immense aide gouvernementale provient surtout des contrats gouvernementaux qui ont fait exploser les montants. On estime que SpaceX a obtenu près de 15 milliards de dollars de contrats, principalement avec la NASA.

Dès 2016, de nombreuses enquêtes et reportages ont prouvé qu'en l'absence du financement de l'agence, la jeune entreprise aurait fait faillite huit ans plus tôt.

Et cela s'est poursuivi pour tous ses projets. Epoustouflant ce que nous révèlent les montants générés de toutes parts car il n'y a pas que la provenance gouvernementale mais aussi celle de certains États. Entre autres exemples, celui du Texas pour la localisation du centre spatial de SpaceX et l'investissement de l'État de New York pour un montant de 750 millions de dollars dans le projet de fabrication de panneaux solaires qui en avait coûté 900 millions, c'est-à-dire presque la totalité.

Et nous pourrions continuer durant plusieurs pages du journal pour recenser les montants considérables en subventions et contrats publics.

Monsieur Musk, vous pouvez remercier le contribuable américain pour ses impôts de vous avoir permis d'arriver au sommet de la fortune et de l'extravagance. Les impôts, ce financement d'État qui vous est insupportable.

En plus de vos idées d'extrême droite très repoussantes, vous êtes la définition parfaite du culot.

est la seule référence à l'accord».

Par ailleurs, interrogé lundi soir par la chaîne libanaise Al-Mayadeen, Oussama Hamdane, un haut dirigeant du Hamas au Liban, a déclaré que «toute annonce de cessez-le-feu est la bienvenue». «Le Hezbollah s'est tenu aux côtés de notre peuple et a fait d'importants sacrifices», a ajouté Oussama Hamdane.

La confirmation d'un accord a été annoncée en début de soirée. L'agence de presse Reuters a indiqué que le conseil de sécurité israélien a adopté la décision d'un cessez le feu avec le Liban. La chaîne 12 israélienne a, elle aussi, confirmé l'information.

BORRELL : LES PAYS DE L'UE DOIVENT RESPECTER LA DÉCISION DE LA CPI

Le commissaire européen à la politique étrangère, Josep Borrell, a appelé, mardi, à la mise en œuvre de la décision de la Cour pénale interna-

tionale (CPI) contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et son ancien ministre de la Défense Yoav Galant, rapporte Al Jazeera.

Borrell qui s'exprimait, hier, en marge de la réunion du G7 près de Rome, a expliqué que «les pays européens respecteront leurs devoirs envers la Cour pénale internationale» dont la décision contre Netanyahu et Gallant «doit être mise en œuvre». Avant d'ajouter : «il n'est pas possible d'accepter la Cour pénale internationale lorsqu'elle est contre Poutine, et de s'y opposer lorsqu'elle est contre Netanyahu».

Concernant un éventuel accord de cessez-le-feu entre le Liban et l'entité sioniste (qui rentrerait en vigueur à partir de mercredi, selon des sources citées par Al Jazeera), Borrell a déclaré qu'il n'y a aucune excuse » pour qu'Israël rejette l'accord, car il fournit «toutes les garanties de sécurité nécessaires et répond pleinement à ses préoccupations». Il a ajouté :

«Nous espérons que le gouvernement Netanyahu approuvera l'accord. Plus d'excuses et plus d'exigences supplémentaires.

Josep Borrell a fait état de «100.000 maisons ont été détruites au Liban», ajoutant «qu'il faut faire pression sur Israël pour qu'il accepte la proposition de cessez-le-feu».

D'un autre côté, Borrell a estimé que «la situation à Ghaza est pire qu'elle ne l'est au Liban», en particulier les terribles souffrances d'une population de 250.000 personnes dans le nord de l'enclave, affamées depuis plus de 50 jours par l'armée israélienne.

L'intervenant a confirmé que «l'aide humanitaire n'atteint pas Ghaza» et que les agences des Nations Unies «sont incapables de fournir un soutien». Se demandant : «Pourquoi ne nous adressons-nous pas au Conseil de sécurité pour soulever la question de l'aide humanitaire à Ghaza ?», rapporte encore Al Jazeera.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

50^{ème} anniversaire de l'UNPA Tebboune annonce une série de mesures pour les agriculteurs

Synthèse R.N.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, mardi à Alger, que le dossier du foncier agricole sera définitivement clos en 2025. Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de célébration du 50^{ème} anniversaire de la création de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), le président de la République a indiqué que : «le foncier agricole est un problème hérité depuis l'indépendance, mais nous nous attèlerons à clore définitivement ce dossier en 2025 ». Il a, à cette occasion, appelé le Premier ministre, le ministre des Finances et tous les membres du Gouvernement à travailler avec les agriculteurs pour trouver une solution à ce dossier ainsi que «les cadres juridiques devant définir et protéger la propriété foncière». Le président de la République a souligné la nécessité «de fournir des données réelles » dans le secteur de l'Agriculture, de poursuivre la modernisation de ce secteur vital, en «assurant une production nationale dans les industries de transformation qui honore le pays, et en évitant d'exporter les produits agricoles bruts». Le président de la République a souligné que «l'Algérie fait de la sécurité alimentaire un enjeu stratégique dans un monde où l'alimentation devient une arme puissante », saluant les efforts des agriculteurs durant la pandémie de Covid-19, qui ont permis «de garantir les produits agricoles malgré de grandes difficultés, alors que de nombreux pays faisaient face à des pénuries sévères de denrées de base». Il a souligné que «le secteur de l'Agriculture a généré cette année une valeur de 37 milliards de dollars, ce qui augure bien de la justesse de la méthode adoptée par notre pays pour se libérer de la dépendance aux hydrocarbures. Et d'indiquer qu'il n'y a pas d'intérêt à une agriculture centralisée, ni de gestion efficace en dehors de l'initiative des agriculteurs (...) Nous devons parvenir à exporter nos produits agricoles ». Abdelmadjid Tebboune a par la suite évoqué un ensemble de mesures prises pour développer le secteur agricole. Il s'agit de l'augmentation des prix d'achat des céréales et légumineuses pour

soutenir les agriculteurs, une hausse de 50 % des subventions sur les engrais afin de compenser la flambée des prix à l'échelle mondiale et le raccordement de dizaines de milliers d'exploitations agricoles au réseau électrique. Le chef de l'Etat a, en outre, annoncé un plan pour aménager un million d'hectares de terres agricoles grâce à des techniques d'irrigation d'ici 2027, avec un accent mis sur le sud du pays. Il a également ouvert la voie aux investisseurs nationaux et étrangers pour contribuer à ces objectifs dans un cadre réglementaire favorable. Aussi, le président de la République a insisté sur «la modernisation et la numérisation du secteur agricole », ordonnant la réalisation d'un troisième recensement général de l'Agriculture afin «de collecter des données précises pour l'élaboration des politiques de développement efficaces». Le président de la République a ordonné aux banques «d'ouvrir des crédits en faveur des agriculteurs, pour la construction de chambres frigorifiques et le stockage des produits agricoles afin de garantir la stabilité du marché et lutter contre la spéculation» Sur un autre chapitre, le président de la République a ordonné au Gouvernement «de travailler sur ce dossier avec l'Union nationale des agriculteurs algériens », précisant que «la terre appartient à ceux qui la cultivent » et que «le ministère de l'Agriculture ne doit pas décider de tout dans le secteur, nous chercherons des solutions administratives efficaces ». Abdelmadjid Tebboune a indiqué que «l'objectif est d'élargir les zones irriguées d'un million d'hectares supplémentaires. Cette année, nous avons alloué le plus grand plan pour récupérer les eaux usées traitées à hauteur d'au moins 30 % » «Nous devons être francs, les uns avec les autres, au lieu d'importer des moutons pour l'Aïd, nous devons trouver une solution à la hausse des prix de la viande rouge et à la stabilité du marché du bétail », a ajouté le président de la République. «Je n'accuse pas les éleveurs de spéculation, mais nous devons trouver des solutions à partir de la filière de l'alimentation du bétail. Nous devons tous être des gardiens de nos frontières, pour protéger notre sécurité alimentaire », conclut le président de la République.

Portugal L'Algérie fait expulser Tzipi Livni d'un Forum

L'Agence Algérie Presse Service (APS) a appris de sources proches des délégations présentes à Lisbonne que la délégation algérienne, conduite par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, avait réussi, mardi, à faire expulser la criminelle de guerre et ancienne ministre des Affaires étrangères de l'entité sioniste, Tzipi Livni, des travaux du 10e Forum de l'Alliance des civilisations des Nations Unies (UNAOC), qui se tient à Cascais (Portugal). Les délégations participantes ont été surprises par la présence de la criminelle de guerre Tzipi Livni à la veille de l'ouverture de ce forum, censé rassembler les consciences vives qui croient au dialogue entre les civilisations et au vivre-ensemble en paix, ce qui a amené l'Algérie et

plusieurs pays arabes et musulmans, ainsi que d'autres pays qui soutiennent le peuple palestinien, à exiger que cette criminelle de guerre ne puisse pas participer aux travaux. Malgré les assurances fournies par les organisateurs, les délégations participantes ont été de nouveau surprises, le matin, par la présence de la criminelle Tzipi Livni dans la salle de réunion pour assister à la séance d'ouverture du forum, ce qui n'a laissé d'autre choix à la délégation algérienne et aux délégations des pays frères et amis que d'informer les organisateurs qu'elles allaient quitter la salle de réunion et ne pas participer aux travaux de la conférence. Après des échanges, les efforts de l'Algérie ont amené les organisateurs à présenter leurs excuses et à expulser définitivement la criminelle de guerre du forum en lui retirant l'invitation qui lui avait été adressée.

Régulation du marché Vers une nouvelle feuille de route

M. Aziza

La préservation du pouvoir d'achat est au cœur des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et au centre de ses orientations et de ses instructions. Le pouvoir d'achat ne dépend pas uniquement du niveau du revenu, mais surtout de la dynamique des prix, d'où la nécessité de réguler et d'organiser le marché national et le secteur économique en général. Les pouvoirs publics en sont conscients et à travers leurs actions, ils ont ainsi décidé la restructuration du tissu économique et la réorganisation du marché national. Lors d'une réunion « de coordination » tenue lundi au siège du ministère, à Alger, présidée par le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, il a été convenu de mettre en place la feuille de route du secteur. Et ce, dans le but de promouvoir une nouvelle organisation du tissu économique et de prendre en charge les préoccupations actuelles des opérateurs économiques.

C'est ce qui ressort d'un communiqué rendu public par le département de Tayeb Zitouni. Il est question « de moderniser les

mécanismes commerciaux en vue d'améliorer le climat des affaires et prendre en charge toutes les préoccupations des opérateurs économiques ». Le ministre a rappelé, lors de cette réunion, que « le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a consacré tout un secteur au commerce intérieur et à la régulation du marché national, ce qui reflète sa vision judicieuse de recadrer le secteur comme un pilier fondamental pour le développement de l'économie nationale » et « pour également assurer la diversification des ressources du secteur, la préservation de la souveraineté économique de l'Algérie, la restructuration du marché national et l'amélioration des mécanismes de régulation pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens ». M. Zitouni a instruit, dans ce cadre, toutes les instances sous sa tutelle de préparer un plan d'action qui sera présenté lors d'une rencontre consultative regroupant l'ensemble des cadres centraux et les services extérieurs du secteur, en vue d'élaborer « une approche stratégique intégrée » pour la concrétisation des engagements du président de la République. M. Zitouni a donné des instructions à certains organis-

mes qui sont sous sa tutelle pour se restructurer et se moderniser davantage pour qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle. Il a ainsi donné des instructions aux responsables de l'Entreprise publique économique de réalisation et de gestion des marchés de gros (Magros) de restructurer l'entreprise, de diversifier et d'élargir ses activités. Il a également chargé les laboratoires de contrôle de qualité relevant de son département ministériel d'élargir les domaines d'analyse pour une meilleure protection des consommateurs.

En invitant en outre, le Groupe «SAFEX» à organiser des manifestations économiques nationales et régionales pour promouvoir le produit local. Il a souligné, dans le même contexte, l'importance du rôle de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) dans la relance de l'activité économique et le soutien aux producteurs locaux, et sa contribution à l'approvisionnement du marché national. Le Centre national du registre de commerce (CNRC), a lui aussi été appelé à développer ses services, en simplifiant les procédures commerciales. Le ministre a qualifié le Centre de « pilier essentiel de l'économie nationale ».

Raïna
Raïkoum
Omar Chaalal

« **A** une époque où pour atteindre le sommet, il est préférable d'avoir la meilleure image possible que le meilleur programme»

La planète des singes Nous sommes en 2024. Nous n'avons pas besoin de leçons de morale pour nous apprendre comment il faut gouverner. L'ère des singes ne peut pas revenir. A cette époque, la vision de vérité, de réalisme et de volonté manquait quand les responsables de cette ère parlaient politique. Certains singes comparaient Bouteflika à Roosevelt. D'autres voulaient faire de l'Algérie une parcelle de terrain à vendre aux enchères. Pour mieux illustrer la politique d'un pouvoir animal, je me sers des idées de Carlos Fioravanti. Carlos Fioravanti nous démontre comment le tamarin empereur aime commander et imposer sa loi dans une société de singes. Voici comment Carlos nous décrit le pouvoir de ce singe « A l'heure du repas, il reste à distance et laisse les autres tamarins du groupe chercher des fruits au sommet des arbres. Lorsqu'il s'aperçoit qu'ils ont trouvé quelque chose, il émet immédiatement des cris aigus, tel un sifflement, et expulse ses compagnons qui se trouvent à proximité afin de montrer clairement que c'est lui qui fait la loi. ». Je regrette, ce comportement de grand chef à l'italienne ne marche plus chez nous.

Revenons à l'histoire pour répondre à tous ces empereurs singes qui veulent créer les troubles et la discorde chez nous. La France de Bugaud a mis à feu et à sang toute l'Algérie durant 132 ans de colonisation. Avec sa culture civilisatrice sous les flammes de napalm et les rayonnements nucléaires, elle a donné l'ordre à ses mercenaires d'exterminer une partie du peuple algérien par les feux, de terroriser nos enfants, de violer nos filles, de déporter des groupes d'Algériens vers d'autres continents. La dé-

Que Le Tout-Puissant protège notre chère Algérie d'un singe empereur

portation en Nouvelle Calédonie d'Aziz Ben cheikh El Haddad et ses proches est un exemple. La France a tout essayé même l'évangélisation de certaines tribus algériennes. Elle a détruit

nos coutumes, notre culture et notre religion. Elle nous a divisés et semé la rancune entre nous. Aujourd'hui la France de Bernard-Henri Lévy et Bernard Scholascha continue son barbarisme colonial incarné dans la personne maudite de Ferhat Mehenni et ses auxiliaires. Ces singes monteurs de scénarios et menteurs dans leurs discours ne sont autres que des sacs vides. Ces sacs vides ne peuvent pas se tenir debout, une seconde sans l'aide des services secrets français, sionistes et makhzenistes.

Je rappelle à ces singes que nous sommes très conscients des jeux des forces internationales qui se déroulent trop près de chez nous. En langage clair, le Mossad, les services français et Marocains jouent, proche de notre espace, sous la couverture des burnous de harkis. Nous suivons vos déplacements pas à pas. Nous vous classons dans le groupe des collaborateurs du Mossad qui fréquentent l'AIU (Alliance israélite universelle) située au 27, avenue de Ségur (7^e Arrondissement de Paris), et sa bibliothèque, au 6 bis, rue Michel-Ange (16^e Arrondissement) presque toutes les semaines.

Les services sionistes vous ont formés et ont lavé votre mémoire pour réappliquer le serment de 1889 du rabbin d'Alger, Isaac Bloch dans l'Algérie libre. Ce fut un temps où l'argent du pétrole était dépensé dans le non nécessaire ou dilapidé par des escrocs professionnels. Notre pays est en état d'urgence.

Certains Algériens sont devenus des observateurs passifs. D'autres croient aux paroles des grandes bouches de Tik-Tok.

Finances

De nouvelles lois pour dynamiser le marché boursier

El-Houari Dilmi

Le projet de la nouvelle loi sur le marché financier est actuellement à l'étude au niveau du ministère des Finances», a indiqué, hier mardi, le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Youssef Bouzenada, précisant que ce texte «contribuera à promouvoir le marché et renforcer son attractivité».

«Deux projets innovants viennent d'être lancés par la bourse d'Alger», a révélé, le président de la COSOB. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Youcef Bouzenada, a indiqué que l'objectif de ces deux nouveaux projets est «d'assurer une plus grande attractivité du marché boursier en Algérie et accroître sa visibilité».

Donnant plus de détails, le président de la COSOB, a révélé que les deux projets concernent le lancement du guichet unique et d'une plateforme digitale : «ces deux projets phares auront un réel impact en ce sens que ces initiatives innovantes apportent de la valeur ajoutée en rendant l'Institution financière plus attractive», a-t-il affirmé.

La mise en place du guichet unique, a expliqué l'invité de la Radio, «vise à réunir, autour d'une même table, les acteurs de l'ensemble du marché financier et les sociétés qui veulent s'informer sur les modalités d'introduction en bourse et/ou sur

les opportunités du financement via la bourse ou même via le capital investissement». Le but, selon le même intervenant, est «d'orienter et d'accompagner les opérateurs économiques dans ce type de financement», a-t-il souligné.

En ce qui concerne la plateforme numérique du marché financier, lancée samedi dernier, elle «permettra, désormais, à tous les acteurs du marché financier professionnel ainsi que les sociétés désirant déposer une notice d'information pour un visa de la COSOB, à souscrire à des obligations à distance».

Rappelant que le marché boursier est régi par le décret législatif n°93-10 du 23 mai 1993, le président de la COSOB a également indiqué «qu'un travail se fait actuellement, sous l'égide du ministère des Finances, sur un projet de loi de gestion de la bourse». Et de souligner : «ces nouvelles mesures permettent l'amélioration du climat du marché financier», précisant que «ces dispositions renforceront l'autorité de la COSOB et occasionnent la création de nouveaux acteurs du marché boursier». Il citera, à titre d'exemple, des sociétés de gestion de portefeuilles, des alliances de notation et de nouveaux instruments de gestion financières, telle la Cosob-Corporate : «nous avons aussi introduit la finance verte, parmi ces mesures apportées à cette loi visant à améliorer l'attractivité de notre marché financier», a-t-il dit.

Un projet à l'étude

Le solaire pour alimenter les stations de dessalement

La société algérienne de l'énergie, Algerian Energy Company (AEC), filiale du groupe Sonatrach, entreprend le développement d'un projet visant à intégrer les énergies renouvelables dans l'alimentation des stations de dessalement de l'eau de mer, qui seront réalisées dans le futur, a indiqué, mardi à Oran, le directeur du développement de la société, Zaamiche Sofiane.

M. Zaamiche a déclaré à la presse, en marge de la 14e édition du Salon des énergies renouvelables, des énergies du futur et du développement durable "ERA", dont les activités se poursuivaient mardi pour le deuxième jour au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, que l'engagement de Sona-

trach dans la politique de transition énergétique et de réduction de l'empreinte carbone impose l'adoption d'énergies propres pour les nouveaux projets de stations de dessalement de l'eau de mer.

Il a fait savoir que le projet est actuellement à l'étude, précisant qu'il s'agit d'intégrer l'énergie solaire dans les projets de réalisation de six nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer prévues entre 2025 et 2030.

Il a souligné que la première étape de ce processus consiste à entamer les démarches administratives pour la réalisation des stations solaires, signalant que la direction du développement de l'AEC a fixé un objectif initial de couvrir de 30 à

REDYNAMISER LA BOURSE

«La Bourse d'Alger a connu une période de flottement pour au moins une décade, depuis l'introduction de la société Biopharm, mais, avec la volonté politique des pouvoirs publics, on a eu l'introduction du Crédit populaire algérien (CPA) (en 2024) qui est venue redynamiser un marché qui reste à améliorer», a encore indiqué l'hôte de la Radio. «L'impact de cette opération est probant puisque les titres d'offres ont progressé. Auparavant, les offres n'étaient pas assez importantes ni de qualité», a-t-il ajouté. «Avec l'introduction du CPA, on a vu la capitalisation boursière passer de 65 milliards de dinars à plus de 530 milliards de dinars et le volume de transaction, fin 2023, était autour de 500 millions de dinars, et avec l'introduction du CPA, on est à 2 milliards de dinars (...) C'est dire qu'il y a une dynamique boursière qui va crescendo avec l'injection des titres d'offres de qualité», a-t-il révélé. Dans le même sillage, Youcef Bouzenada, a annoncé l'introduction prochaine en bourse de la Banque de développement local (BDL). «Nous travaillons actuellement pour l'octroi de visa à cette banque qui va certainement apporter un plus et améliorer la diversification du marché boursier algérien et le rendre plus attractif», a conclu le président de la COSOB.

50 % des besoins en électricité de ces stations par l'énergie solaire, à la faveur de la réalisation de stations de production de cette énergie dans le Sud et les Hauts Plateaux, qui disposent d'un grand gisement solaire.

Le même responsable a affirmé que l'AEC est actuellement un leader dans le domaine du dessalement de l'eau de mer maîtrisant pleinement la réalisation et la gestion des stations avec des compétences et des ressources algériennes, ajoutant que cette compagnie aspire à se développer encore plus, notamment à travers le recours aux nouvelles énergies pour la production de l'électricité qui alimente ses infrastructures.

Arkab reçoit une délégation iranienne

La coopération énergétique au menu

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab a reçu, lundi à Alger, une délégation de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Conseil de la Choura islamique iranien, conduite par le président de ladite Commission, M. Ibrahim Azizi, avec laquelle il a passé en revue les relations de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables, outre les perspectives de leur renforcement, indiqué un communiqué du ministère.

Lors de la rencontre qui s'est déroulée en

présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des Mines, Karima Tafer, du président du Groupe d'amitié "Algérie-Iran" à l'Assemblée populaire nationale (APN), Moussa Kherfi, de cadres du ministère, ainsi que de l'ambassadeur de la République islamique d'Iran en l'Algérie, M. Arkab a donné "un aperçu général sur les différents programmes de développement dans le secteur, les opportunités de coopération et de partenariat offertes, notamment dans les domaines de l'industrie du pétrole et du gaz, de la pétrochimie, de l'électricité et des énergies renouvelables, outre le sec-

teur des mines, tels que la recherche géologique, l'exploration, l'exploitation et la transformation des ressources minérales nationales", ajoute la même source.

A cette occasion, les deux parties ont mis en avant l'importance du dialogue et de la concertation entre les deux pays, notamment au sein de l'OPEP et du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), afin de contribuer à la stabilité du marché du pétrole et du gaz, aux mieux des intérêts communs des producteurs et des consommateurs.

Lors de la réunion, les deux parties ont souligné "l'importance d'échanger les exper-

Automobile

Retour annoncé des coréens

L'ambassadeur de la République de Corée en Algérie, You Ki-Jun, a exprimé, lundi à Alger, l'optimisme de son pays de consolider ses relations économiques et commerciales avec l'Algérie, à travers l'exploration de nouvelles opportunités d'investissement bilatéral.

Intervenant lors d'une conférence sur le thème «l'évolution de l'économie coréenne et les perspectives d'un partenariat économique renforcé avec l'Algérie», organisée par l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA), l'ambassadeur a estimé que l'avenir entre l'Algérie et la République de Corée «s'annonce très prometteur», rappelant que l'Algérie est le seul pays d'Afrique avec lequel la Corée du Sud a établi un «partenariat stratégique».

Soulignant la qualité des échanges économiques entre les deux pays, M. You Ki-Jun a mis en avant les secteurs importants de cette coopération tels que l'énergie, la technologie et les infrastructures.

Le diplomate a également plaidé en faveur de «l'exploration des avantages mutuels» des économies des deux pays afin de renforcer la coopération.

Selon lui, le volume des échanges commerciaux avec l'Algérie a atteint 3,4 milliards de dollars en 2023, avec une balance commerciale favorable à l'Algérie. Interrogé quant à un éventuel retour des opérateurs de l'industrie automobile sud-coréenne en Algérie, l'ambassadeur a indiqué que ces entreprises «vont indéniablement» revenir en Algérie.

Sonatrach

19 filières concernées par le concours de recrutement

Le concours national de recrutement, organisé par Sonatrach, dont le lancement est prévu jeudi prochain, concerne 19 filières professionnelles, a indiqué mardi le groupe public dans un communiqué. Il s'agit des filières: forage, géologie, géophysique, production puits, réservoirs, laboratoire d'analyses des hydrocarbures, énergies renouvelables, hydrogène, transport des hydrocarbures, ingénierie du gaz, instrumentation, mécanique industrielle, électricité industrielle, raffinage et pétrochimie, commercia-

lisation des hydrocarbures, santé, sécurité et environnement, économie pétrolière, intelligence artificielle et informatique. A noter que ce concours national, ouvert pour le recrutement de diplômés des universités, instituts et écoles académiques, pour le pourvoi des postes d'ingénieurs et de techniciens, se déroulera en partenariat avec l'Agence nationale de l'emploi (Anem) via le site web dédié à cet effet (<https://nationalrecruit.sonatrach.dz/>) et ce, à partir de jeudi prochain à 8h jusqu'au 10 décembre à 20h00.

Tamanrasset

Deux morts et 6 blessés dans un accident de la route

Deux personnes sont décédées, et six autres ont été blessées dans un accident de la route survenu mardi, au sud-ouest de la wilaya de Tamanrasset, a rapporté la cellule de communication de la Protection civile. L'accident s'est produit au niveau du chemin de wilaya (CW-24), reliant entre la daïra de Silet et la commune d'Abalessa, suite au dérapage puis le renversement d'un véhicule utilitaire, entraînant la mort sur place de deux personnes, âgées de 25 et 33 ans, précisé la même source, ajoutant que six

autres personnes ont été blessées à différents degrés de gravité âgées entre 13 à 27 ans.

Les blessés ont été évacués vers la polyclinique d'Abalessa, alors que les corps des deux victimes ont été transportés vers la morgue de la même structure sanitaire par les éléments de l'unité secondaire de la protection civile de Silet, appuyés par l'unité principale de la protection civile de Tamanrasset, a-t-on fait savoir. Une enquête a été diligentée par les services de sécurité compétents pour déterminer les circonstances de l'accident.

tises et les expériences entre les deux pays et la nécessité de renforcer et de développer les échanges dans plusieurs domaines d'intérêt commun".

A son tour, M. Ibrahim Azizi a présenté ses vœux à l'occasion du 70e anniversaire de la glorieuse Révolution de libération et tout ce qu'elle porte comme valeurs de l'histoire révolutionnaire du peuple algérien, exprimant l'intérêt de son pays à consolider les relations économiques avec l'Algérie et à échanger les expertises et les expériences, notamment dans les domaines de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables.

Pakistan Affrontements meurtriers à Islamabad

Quatre paramilitaires ont été tués mardi au Pakistan dans des heurts entre les forces de sécurité déployées en masse à Islamabad et des milliers de partisans de l'ex-Premier ministre Imran Khan entrés tôt dans la capitale pour réclamer la libération de leur champion. La foule progresse vers D-Chowk, la place où les manifestants entendent mettre la pression sur les autorités qui siègent dans le quartier adjacent, afin d'obtenir la libération de leur champion, actuellement emprisonné et poursuivi dans une centaine d'affaires.

Plusieurs ministres ont annoncé la mort des quatre paramilitaires, renversés selon eux par des manifestants à bord d'un véhicule, Lundi soir, la police avait rapporté le décès d'un de ses officiers, tué à l'extérieur d'Islamabad, lorsque les manifestants marchaient vers la capitale. Galvanisés par Bushra Bibi, l'épouse tout juste sortie de prison de l'ancienne star du cricket de 72 ans, des milliers d'entre eux sont entrés dans Islamabad. Non sans mal: d'abord, ils ont dû déplacer les centaines de containers installés pour barrer les routes.

Puis, à intervalles réguliers, ils ont essuyé des salves de grenades lacrymogènes et de balles en caoutchouc des cordons de policiers et de paramilitaires postés à intervalles réguliers. Les manifestants, eux, répliquent par d'autres grenades lacrymogènes, des jets de pierre et de bâtons. Ils ne sont plus désormais qu'à quelques kilomètres de D-Chowk, cœur politique du cinquième pays le plus peuplé au monde où le Premier ministre Shehbaz Sharif accueille au même moment en grandes pompes le président bélarusse Alexandre Loukachenko.

20.000 POLICIERS ET PARAMILITAIRES

Depuis dimanche, «plus de 20.000 membres des forces de sécurité ont été déployés», se-

lon la police d'Islamabad. Le ministre de l'Intérieur Mohsin Naqvi, lui, a été clair en visitant à plusieurs reprises dans la nuit D-Chowk: «Ceux qui viendront ici seront arrêtés». Washington a «exhorté» les autorités à «respecter les droits humains», tout en appelant les manifestants à être «pacifiques». Si toute la nuit les médias locaux ont évoqué des tentatives de négociations entre le pouvoir et le Tehreek-e-Insaf (PTI), le parti de M. Khan, rares sont ceux qui imaginent une désescalade dans le calme. Car les deux camps font monter depuis des jours la tension autour de ce que le PTI présente comme «son dernier acte». L'appel à manifester avait été lancé pour dimanche. Alors, le cortège du PTI s'était mis en branle depuis les provinces limitrophes de la capitale - le Pendjab à l'est, où Imran a longtemps vécu, et le Khyber-Pakhtunkhwa, fief du PTI, à l'ouest.

«CONTAINERISTAN»

Il a mis plus de 48 heures à aniver aux portes d'Islamabad, où est incarcéré M. Khan, 72 ans.

En face, les autorités avaient sorti les grands moyens, allant jusqu'à susciter l'interrogation. Dès le début de la semaine, Islamabad avait déclenché l'article 144 qui interdit tout rassemblement de plus de quatre personnes - pour deux mois. Le Pendjab, où vivent plus de la moitié des Pakistanais, lui a emboîté le pas samedi, pour trois jours. «Les autorités vivent dans une mentalité de siège - un état dans lequel elles se voient toujours en danger et vivent dans la peur permanente d'être renversées», accuse dans une tribune Maleeha Lodhi, ex-diplomate pakistanaise. Dawn, le quotidien de référence en anglais, lui, «se demande si la police d'Islamabad se prépare à une guerre» avec des centaines de containers disséminés en travers des rues. «Islamabad va une fois de plus se transformer en +Containeristan+. Est-ce vraiment



nécessaire?», poursuit Dawn. Les écoles d'Islamabad restent fermées et l'Etat martèle que «le réseau internet mobile et le wi-fi seront coupés» partout où il verra «un danger». Depuis dimanche, aucun quartier n'a échappé à ces coupures. La Commission pakistanaise des droits humains (HRCP), principale ONG de défense des libertés du pays, dénonce des blocages qui «pénalisent les citoyens ordinaires, en particulier les travailleurs journaliers dont le revenu dépend de la liberté de mouvement».

«SACRIFIER NOS VIES POUR LUI»

Les pro-Khan, eux, balaient invariablement les menaces d'un revers de la main. «Nous

sommes prêts à sacrifier nos vies pour lui et nous irons à D-Chowk», lance à l'AFPTV Kalat Khan, 56 ans, qui se présente comme «un soldat d'Imran Khan». «Nous resterons là-bas jusqu'à ce qu'Imran Khan soit libéré», renchérit Rais Khan, 36 ans. Le chef du gouvernement du Khyber-Pakhtunkhwa, Ali Amin Gandapur, ne cesse de narguer les autorités: «Vous pouvez nous tirer dessus, nous bombarder et bloquer les routes avec vos containers. Si ça dégénère, vous serez responsables». M. Khan, au pouvoir de 2018 à 2022, est actuellement poursuivi dans une centaine d'affaires concernant des manifestations violentes de ses partisans. En juillet, un panel d'experts de l'ONU avait réclamé sa libération, jugeant sa détention «arbitraire».

Droits de douane

Trump lance l'offensive contre la Chine, le Canada et le Mexique



Donald Trump a confirmé lundi que ses premières mesures économiques après son investiture en janvier seront d'augmenter les droits de douane sur les produits venant de Chine mais aussi du Canada et du Mexique, décisions qu'il justifie par les crises liées aux opiacés et à l'immigration. «Le 20 janvier, pour l'un de mes nombreux premiers décrets, je signerai tous les documents nécessaires pour imposer au Mexique et au Canada des droits de douane de 25% sur TOUS les produits entrant aux Etats-Unis», a écrit le président élu dans une publication sur son réseau Truth Social.

«Cette taxe restera en vigueur jusqu'à ce que les drogues, en particulier le fentanyl, et tous les immigrants illégaux arrêtent cette invasion de

notre pays!», a-t-il ajouté. Dans un post séparé, il a annoncé une augmentation des taxes douanières de 10%, qui vient s'ajouter à celles existant déjà et à celles supplémentaires qu'il pourrait encore décider, sur «tous les nombreux produits arrivant de Chine aux Etats-Unis». Il a expliqué avoir souvent évoqué le problème de l'afflux de drogues, notamment de fentanyl, un des principaux responsables de la crise des opiacés aux Etats-Unis, avec des dirigeants chinois qui lui ont promis de punir sévèrement, «jusqu'à la peine de mort», les «trafiquants». «Mais ils ne sont jamais allés au bout des choses.» Des raisons de sécurité nationale peuvent être invoquées pour déroger aux règles fixées par l'Organisation mondiale du commerce

(OMC) mais les pays se gardent généralement de recourir à cette exception comme un outil régulier de politique commerciale.

L'augmentation des droits de douane, qu'il a souvent décrite comme son «expression préférée» durant sa campagne, est une des clés de la future politique économique du président élu, qui n'a pas peur de relancer les guerres commerciales, notamment avec la Chine, commencées lors de son premier mandat. A l'époque, il avait justifié cette politique par le déficit commercial entre les deux pays et des pratiques commerciales chinoises qu'il estimait déloyales, accusant aussi Pékin de vol de propriété intellectuelle. La Chine avait répliqué par des droits de douane aux conséquences néfas-

tes pour les agriculteurs américains notamment. L'administration de Joe Biden avait maintenu certains droits de douane sur les produits chinois et en avait imposé de nouveaux en ciblant certains produits. «Personne ne gagnera une guerre commerciale», a prévenu mardi la diplomatie chinoise dans la foulée des déclarations du président élu américain. «La Chine estime que la coopération commerciale et économique entre la Chine et les Etats-Unis est mutuellement bénéfique par nature», a souligné un porte-parole, Liu Pengyu.

AVERTISSEMENT

Dans la soirée, le gouvernement de Justin Trudeau a pour sa part estimé que la relation entre les deux pays était «équilibrée et mutuellement bénéfique, surtout pour les travailleurs américains». Avant de rappeler en guise d'avertissement que le Canada était «essentiel pour l'approvisionnement énergétique» des Etats-Unis.

Dans le pays, où 75% des exportations partent pour les Etats-Unis, la nouvelle a fait l'effet d'une onde de choc. Le Premier ministre québécois, François Legault, a estimé que cette annonce représentait «un risque énorme» pour l'économie canadienne. Son homologue de la Colombie-Britannique, David Eby, a estimé qu'«Ottawa devait répondre avec fermeté».

Le Mexique «n'a aucun motif de préoccupation», avait tenté de rassurer la présidente Claudia Shein-

baum au lendemain du scrutin américain. Les trois pays sont liés depuis trente ans par un accord de libre-échange, renégocié sous la pression de Donald Trump lors de son premier mandat. La capacité des deux voisins des Etats-Unis «à ignorer les menaces du président élu est limitée» tant ils en dépendent, estime Wendy Cutler, vice-présidente de l'Asia Society Policy Institute, cercle de réflexion américain. Mais l'analyste William Reinsch souligne que leur accord devait de toute façon être renégocié en 2026: «c'est un coup classique de Trump, menacer et ensuite négocier».

La désignation la semaine dernière au poste de secrétaire au Commerce de Howard Lutnick, PDG de la banque d'investissement Cantor Fitzgerald et vif contempteur de la Chine, a confirmé la volonté du président élu de tenter de faire plier ses partenaires commerciaux pour obtenir de meilleurs accords et relocaliser la production aux Etats-Unis. Concernant la Chine, Donald Trump a promis des droits de douane pouvant aller jusqu'à 60% pour certains produits, voire 200% sur les importations de véhicules assemblés au Mexique. Il souhaite aussi réintroduire des droits de douane de 10 à 20% sur l'ensemble des produits entrant aux Etats-Unis et l'Union européenne s'est d'ores et déjà dite «prête à réagir» en cas de nouvelles tensions commerciales. Les économistes alertent sur le potentiel inflationniste d'une telle hausse des droits de douane.

Tipasa

Une équipe italienne opère à la clinique de Bou Ismail

Des interventions chirurgicales au profit d'enfants atteints de cardiopathies congénitales graves ont été effectuées, lundi, à la clinique de cardio-chirurgie infantile de Bou Ismail, par une délégation médicale italienne spécialisée, en coordination avec un staff médical algérien, dans le cadre de conventions de coopération entre les deux pays.

Neuf (9) nourrissons atteints de cardiopathies congénitales «très complexes» et «graves» ont été pris en charge dans le cadre de cette mission médicale. Cette dernière est aussi une opportunité pour le transfert d'expertise et de nouvelles techniques en la matière aux praticiens algériens exerçant à la clinique de Bou Ismail relevant de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), a indiqué le directeur de l'action sociale et sanitaire auprès de cet organisme assureur, Dr. Chakir Boussahma. «La première opération à cœur ouvert effectuée, ce lundi, a été réalisée avec succès sur un nourrisson de 25 jours et pesant 2,5 kg. Elle a duré près de quatre (4) heures», a souligné le chef de la mission médicale, le professeur Alessandro Varrica.

Après avoir relevé que la chirurgie cardiaque est un domaine «complexe requérant une grande concentration», il a exprimé «son souhait d'un renforcement du partenariat entre la clinique de cardio-chirurgie infantile de Bou Ismail et l'hôpital San Donato (Italie), à l'avenir».

Le professeur algérien Touani Kaddour Kamel, responsable du pôle des cardiopathies congénitales à la clinique de Bou Ismail,

a, pour sa part, souligné «l'importance de ce type de partenariat en termes de formation des staffs médicaux et d'échange d'expériences, vu que l'hôpital San Donato jouit d'une réputation internationale dans ce domaine et exploite des technologies de pointe en chirurgie cardiaque pédiatrique».

Cette 2ème mission du genre au cours de cette année, est le fruit de la convention de partenariat signée entre la clinique de Bou Ismail, unique établissement au niveau national assurant la chirurgie cardiaque pédiatrique, et l'hôpital italien de San Donato.

En mai dernier, la 1ère mission médicale italienne a réalisé avec succès dix opérations complexes nécessitant un transfert à l'étranger, a fait savoir Dr. Chakir Boussahma. Il a ajouté que cette convention de partenariat s'inscrit dans le cadre du plan d'action mis au point par la CNAS, en application de la politique gouvernementale visant «l'amélioration régulière de la prise en charge des malades par la diversification des établissements hospitaliers étrangers spécialisés dans les maladies complexes, d'une part, et d'autre part, la garantie de la formation continue dans le but d'assurer un transfert d'expertise et des tech-

nologies modernes».

Ce partenariat se poursuivra l'année prochaine, par l'organisation d'autres missions médicales italiennes, qui assureront des interventions chirurgicales à la clinique de Bou Ismail et à la clinique spécialisée en chirurgie orthopédique et en rééducation fonctionnelle des victimes d'accidents de travail de Misserghine (Oran). A cela s'ajoute l'envoi de délégations médicales algériennes en Italie pour des formations.

Ouverte depuis 40 ans, la clinique de cardio-chirurgie infantile de Bou Ismail prend en charge les examens médicaux des assurés sociaux et des catégories vulnérables de la population parmi les non assurés sociaux, de même que les opérations de cathétérisme cardiaque et d'interventions à cœur ouvert et à cœur fermé. L'encadrement de ces opérations est assuré par un staff médical spécialisé réparti sur trois pôles, cathétérisme, chirurgie cardiaque et réanimation.

Cette clinique, où a été réalisée la 1ère chirurgie cardiaque pédiatrique en 1986, assure annuellement une moyenne de plus de 1.500 interventions chirurgicales, parallèlement à 13.000 examens médicaux/an, selon les chiffres fournis sur place.

Boumerdès

160 familles occupant des chalets relogées



Une opération de relogement de 160 familles occupant des chalets a été entamée, lundi, dans la commune de Sidi Daoud, à l'Est de Boumerdès, a-t-on appris auprès des services de la daïra de Baghliia.

Cette opération de relogement concerne 160 familles occupant des chalets installés au lendemain du séisme du 21 mai 2003, ayant bénéficié de logements publics locatifs (LPL) à la cité des 150 logements de la région de Rezaounia dans la banlieue de Sidi Daoud, a indiqué le chef de la

daïra, Tayeb Bouchmal, chargé de la supervision de cette opération en coordination avec les autorités locales et des représentants de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI).

Le responsable a souligné que «l'opération se déroule dans de bonnes conditions» et que «tous les moyens matériels et humains nécessaires pour sa réussite ont été mobilisés», assurant que les «chalets et autres constructions précaires mitoyennes seront démolis immédiatement après la fin de l'opération de relogement».

A noter que cette opération a profité à des familles qui ont bénéficié de ces chalets, implantés à Souanine, Sahel, Ain Ben Seghir et El-Cap, après le relogement de la totalité des sinistrés du séisme de 2003.

«Cette opération de relogement signe l'éradication définitive des chalets dans la commune de Sidi Daoud, 21 ans après leur installation», s'est félicité, à l'occasion, le directeur de l'OPGI, Ahmed Nait Abderrahmane.

Les autorités de Boumerdès ont lancé depuis le début de cette année, une opération de distribution progressive de plus de 6.800 logements relevant de différents programmes publics et sociaux, rappelle-t-on.

Tamanrasset

Les assurances de Arkab

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, a reçu, lundi à Alger, deux membres du Conseil de la nation représentant la circonscription électorale de Tamanrasset, ainsi que le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de la commune de Tazrouk dans la même wilaya, pour s'enquérir des préoccupations liées au secteur, indique un communiqué du ministère.

La rencontre a eu lieu au siège du ministère, avec MM. Abdellah Messek et Sidi Mhamed Messek, membres du Conseil de la nation représentant la circonscription électorale de la wilaya de Tamanrasset, ainsi qu'avec le président de l'APC de la commune de Tazrouk relevant de la même wilaya, Oufenayet Edaber, en présence de cadre du ministère, précise la même source.

Ces rencontres s'inscrivent dans le cadre de «l'écoute et de la prise en charge de certaines préoccupations soulevées par messieurs les membres des deux chambres du Parlement, concernant le raccordement de la wilaya à l'énergie et le renforcement de la production et du transport de l'électricité, notamment le projet de la centrale électrique de «Tin Tarabine», ainsi que la distribution des produits pétro-

liers dans la wilaya de Tamanrasset, notamment les carburants, le gaz propane et butane».

Lors de cette audience, il a également été question des projets d'investissement et d'activités minières, tels que le projet d'exploitation minière artisanale de l'or, ainsi que d'autres dossiers liés à l'investissement social dans la wilaya, ajoute le communiqué.

A cette occasion, M. Arkab a apporté des clarifications sur l'ensemble des préoccupations des membres de la chambre haute du Parlement, assurant qu'il prendra en charge et examinera toutes les propositions pour prendre les mesures nécessaires afin de répondre aux différentes préoccupations.

Il a également affirmé l'engagement du secteur et de ses établissements à mettre en œuvre et à parachever les différents programmes et projets dans la wilaya de Tamanrasset, à soutenir et accompagner les porteurs de projets d'investissement, notamment ceux du domaine minier créateurs de richesses et d'emplois, rappelant que le «secteur déploie des efforts continus pour réunir toutes les conditions nécessaires à la concrétisation des projets des jeunes entreprises souhaitant exercer l'activité d'exploitation minière artisanale de l'or», conclut le communiqué.

El Kala

Le corps d'homme disparu au port repêché

A. Ouelaa

Sitôt l'alerte donnée au sujet de la disparition d'un homme, lundi soir, au niveau du nouveau port d'El Kala, les éléments de la protection civile se sont rendus sur les lieux pour entamer les recherches qui n'ont pas abouti.

Ce n'est que ce mardi, vers 07h30, que le corps de cet hom-

me, âgé de 37 ans, a été remonté à la surface, alors qu'il se trouvait à quatorze mètres au fond de l'eau. La dépouille de la victime a été transférée vers la morgue de l'EPH d'El Kala.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances du drame qui a mis en émoi les nombreux pêcheurs présents au niveau du nouveau port d'El Kala.

Médéa

L'enseignement universitaire renforcé

Le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique à Médéa sera renforcé prochainement avec deux instituts, l'un pour les études en agronomie, l'autre en sciences vétérinaires ainsi que par une faculté de médecine, appelés à garantir une meilleure prise en charge des étudiants inscrits dans ces filières scientifiques, a-t-on appris, mardi, auprès du rectorat de l'université Yahia Farès.

Un projet de réalisation d'un Institut d'études supérieures en agronomie et d'un autre pour les sciences vétérinaires a été inscrit au profit de l'université Yahia Farès de Médéa dans le cadre du renforcement des capacités d'accueil de l'université et de l'accompagnement des étudiants qui suivent un cursus dans ces disciplines respectives, a fait savoir le recteur, Djaafar Bouarouri.

D'une capacité de 1.000 places pédagogiques chacun, les deux ins-

tituts seront implantés au niveau du campus universitaire d'Ouzera, à la périphérie Est de Médéa, a-t-il ajouté, précisant que l'étude d'exécution de ce projet est en phase de finalisation.

Le recteur a fait part, également, de l'inscription d'un projet de réalisation d'une faculté de médecine d'une capacité de 2.000 places pédagogiques qui sera construite au sein du même campus et dont l'étude de réalisation sera entamée dès l'année prochaine, a-t-il dit.

Pour rappel, les trois spécialités (agronomie- sciences vétérinaires et médecine) ont été introduites, cette année, dans le cursus de l'université Yahia Farès. Les étudiants inscrits en première année dans ces trois filières sont accueillis au niveau du pôle universitaire de Médéa, en attendant la réalisation des nouvelles structures, a souligné le recteur Djaafar Bouarouri.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

25 jomada el oula 1446				
El Fedjr 06h07	Dohr 12h36	Assar 15h14	Maghreb 17h36	Icha 18h59



Horaires des prières pour Constantine et ses environs

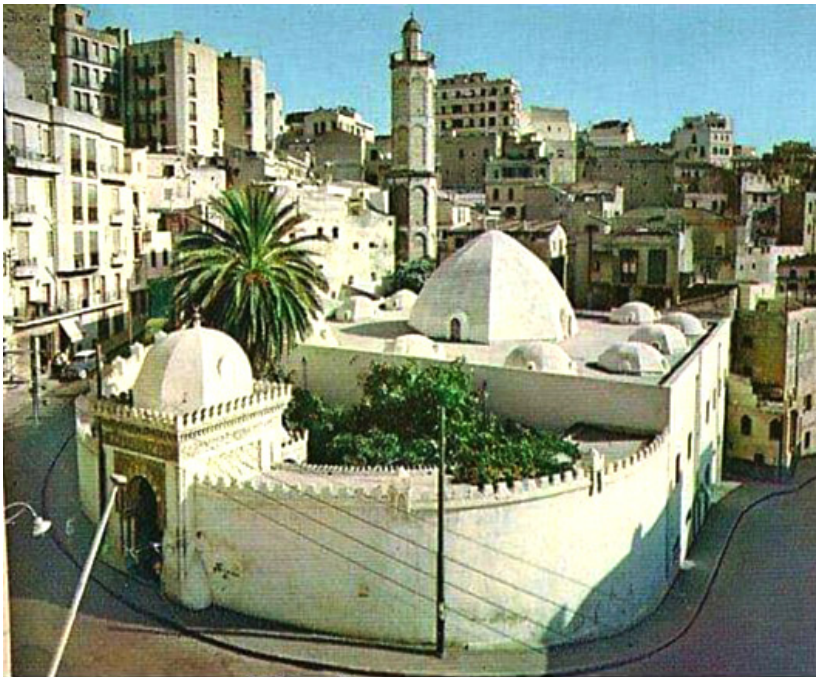
25 jomada el oula 1446				
El Fedjr 05h53	Dohr 12h22	Assar 15h01	Maghreb 17h23	Icha 18h46



Elle sera achevée dans un délai de cinq mois 9 millions de DA pour l'étude de restauration de la mosquée du Pacha

D. B.

Une enveloppe de neuf millions de DA a été débloquée pour financer l'étude de restauration de la mosquée du Pacha, lancée il y a quelques jours, indiquent les services de la wilaya. Ce monument historique, classé patrimoine national, devrait bénéficier prochainement d'une importante opération de restauration. Selon les mêmes sources, le bureau d'études chargé de l'élaboration de l'étude et du suivi du projet a été sélectionné, a indiqué il y a quelques jours, à l'APS, Djamel Barka, chef du service du patrimoine, précisant que l'étude sera achevée dans un délai de 5 mois. Cette étude sera axée sur les mesures urgentes devant être prises pour restaurer ce monument religieux, a fait savoir M. Barka, qui a fait observer que le projet inclura également la restauration de toutes les annexes de cette structure, ainsi que son minaret. Fermée depuis 2008 en raison de fissures dans certaines de ses parties, la mosquée du Pacha a déjà fait l'objet de nombreuses campagnes de nettoyage, grâce à l'implication de plusieurs associations, d'amoureux du patrimoine et de la société civile de la capitale de l'ouest du pays, afin de la préserver. Dernièrement, l'ex-ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a passé en revue une série de mesures visant la sauvegarde, la valorisation et l'exploitation du patrimoine culturel de la wilaya d'Oran, à l'instar de la vieille ville de Sidi El Houari, du Ksar El Bey, de la Mosquée du Pacha, des abris de la Seconde Guerre mondiale et du Musée de l'Emir Abdelkader. Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, Mme Mouloudji a indiqué, en ce qui concerne la restauration des sites historiques de la wilaya d'Oran, s'être enquis lors de sa dernière visite à Oran, du lancement des projets de différents sites historiques tels que le Ksar El Bey, la Mosquée du Pacha et les abris de la Seconde Guerre



mondiale. Elle a, dans ce cadre, fait remarquer que le secteur sauvegardé de la vieille ville de Sidi El Houari (Casbah d'Oran), a été créé en 2015, et qu'en raison de l'urgence de l'état dans lequel il se trouvait, le ministère de la Culture et des Arts, en collaboration avec les autorités locales de la wilaya d'Oran, a pris en charge l'étude d'élaboration d'un plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de la vieille ville de Sidi El Houari, relevant que ce plan «se trouve actuellement dans sa deuxième phase d'étude». Et d'ajouter dans ce contexte, que les mesures adoptées dans cette étude visaient à «élaborer le règlement fixant les mesures devant être prises au niveau de la vieille ville de Sidi El Houari et de tous les sites et bâtisses relevant de son territoire, y compris les tunnels réhabilités par les services de la wilaya et rattachés à l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEBC), pour une exploitation économi-

que et une ouverture au public. Quant au Palais du Bey à Oran, classé monument national, il a bénéficié d'une étude de suivi pour sa restauration ainsi que des travaux urgents pour un montant initial de 162 millions de DA. L'étude préliminaire a été finalisée, tandis que les travaux urgents sont en cours de lancement, selon la ministre. La Mosquée du Pacha a également bénéficié d'une étude pour sa restauration. Cette étude est en cours de lancement pour une durée de 4 mois. Concernant le Musée de l'Emir Abdelkader, dont le choix du site a été porté sur le mont Murdjadjou, en raison de son altitude, l'étude durera 4 mois. Le cahier des charges sera déposé au courant de la semaine prochaine, au niveau de la commission sectorielle des marchés pour approbation. Par ailleurs, le site historique des abris de la Seconde Guerre mondiale a été ouvert au public après son raccordement à l'électricité et la sécurisation de son entrée par les services de la wilaya, a ajouté la ministre.

Direction de la Formation professionnelle Des activités pour célébrer la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat

J. Boukraa

Dans le cadre de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya d'Oran a organisé une série d'activités marquantes destinées à promouvoir la culture entrepreneuriale chez les jeunes. Cet événement, placé sous le slogan «Les jeunes entrepreneurs, un enjeu pour une Algérie victorieuse», s'est déroulé à travers les différentes institutions de formation professionnelle, mettant l'accent sur la sensibilisation et l'accompagnement des jeunes, notamment les stagiaires et les diplômés en fin de cursus. L'objectif principal était de renforcer l'esprit entrepreneurial chez les jeunes, en les informant sur les opportuni-

tés existantes et en leur fournissant les outils nécessaires pour lancer et gérer leurs propres projets. Des ateliers ont été réalisés avec la collaboration d'organismes spécialisés tels que l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), l'Agence de gestion du microcrédit (ANGEM) et l'Institut régional de la propriété industrielle. Les activités de cette semaine riche en apprentissages et en échanges se sont clôturées lors d'une cérémonie organisée à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) Khoudari Hassani – Bâtiment. Lors de cette journée, les résultats des travaux de la semaine ont été présentés, soulignant les efforts entrepris par les différentes parties prenantes pour encourager l'entrepreneuriat. Par ailleurs, cette journée

a également été marquée par la signature d'accords exécutifs entre plusieurs établissements de formation professionnelle, dont les instituts nationaux spécialisés de la wilaya d'Oran et l'Institut d'enseignement professionnel d'Arzew. Ces accords visent à formaliser une coopération renforcée pour accompagner les jeunes dans leurs initiatives entrepreneuriales. En marge de cet événement, des responsables des centres de développement de l'entrepreneuriat ont été officiellement installés au sein des institutions de formation et d'enseignement professionnels. Ces centres auront pour mission de guider les jeunes dans leurs démarches entrepreneuriales, en leur offrant un accompagnement personnalisé et des ressources adaptées à leurs besoins.

Opération de police à Bir El Djir 111 individus interpellés et 30 recherchés arrêtés

K. Assia

Les opérations de police lancées dans le cadre de la lutte contre la criminalité se poursuivent à travers tout le périmètre de compétence de ce corps de sécurité. Selon un bilan de ces opérations lancées par les éléments de la sûreté de daïra de Bir El Djir, 111 individus ont été interpellés et soumis à un examen de situation et 24 d'entre eux recherchés par des mandats de justice ont été arrêtés. 6 faisant l'objet de

mandats d'arrêt ont été appréhendés et 14 autres ont été arrêtés pour commercialisation de stupéfiants, port d'armes prohibées, etc. Ce qui porte le nombre global des individus arrêtés à 44. Les policiers ont saisi des comprimés psychotropes et des morceaux de kif et des armes blanches. Plusieurs barrages ont été installés, ce qui a permis de contrôler des dizaines de véhicules et des motos. 14 motos ont été mises en fourrière pour diverses infractions. Ces opérations ont aussi

permis de contrôler 10 magasins et de vérifier ainsi si toutes les conditions liées à l'exercice de l'activité commerciale sont respectées. La sûreté d'Oran a mis à la disposition des citoyens des numéros verts, le 17, le 1548 en plus de l'application «Allo chorta» en vue de leur sécurité et celle de leurs biens.

Lutte contre le commerce des stupéfiants 207 g de cocaïne saisis et 5 individus arrêtés

K. Assia

Une quantité de 207 g de cocaïne a été saisie par les éléments de la brigade de lutte antistupéfiants de la sûreté d'Oran et un réseau criminel composé de cinq individus a été démantelé dans le cadre de cette affaire de détention et de commercialisation de drogue dure. L'exploitation des informations et les investigations lancées par les unités opérationnelles de cette brigade spé-

cialisée ont permis d'identifier les membres du réseau et de les arrêter. Ils seront présentés au tribunal, une fois l'enquête ficelée. La semaine dernière, un réseau criminel spécialisé dans le trafic des stupéfiants a été arrêté par les éléments de la même brigade et une quantité de 25.710 comprimés psychotropes de marque Pregabaline 300 mg a été saisie. Six individus dont une femme ont été arrêtés et un véhicule a été aussi saisi.

Rapprochement université-Entrepreneuriat Les étudiants prêts à trouver des solutions innovantes aux entreprises

Mokhtaria Bensaâd

Créer son propre emploi, résoudre une problématique économique et apporter la solution adéquate. Une équation complexe qui se transforme pour nombre d'étudiants motivés et en fin de cursus en une aventure laborieuse mais très bénéfique pour franchir le pas dans le monde du travail. Une aventure que des ingénieurs, diplômés de l'Ecole nationale polytechnique d'Oran (ENPO) ont bien voulu nous raconter à l'occasion de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, organisée à l'ENPO. Si dans le passé, le rapprochement entre l'université et le monde économique était une chimère et la majorité des travaux de recherche finissaient dans les tiroirs, aujourd'hui, la donne a changé. La recherche a trouvé un partenaire pour valoriser ses travaux et l'économie a pris conscience de la valeur ajoutée que peut apporter une solution innovante à une problématique exprimée par une entreprise. C'est le cas des deux étudiants diplômés de l'ENPO, Wahrani Mohamed et Benachour Kawthar qui ont réalisé des recherches en fin de cursus et trouvé des solutions à des problématiques réelles. Pour Mohamed Wahrani, ingénieur en dessalement des eaux à l'ENPO, c'est lors d'un stage pratique dans une entreprise industrielle que les responsables de cette entreprise ont exposé le problème de colmatage des membranes utilisées pour le dessalement d'eau de mer qui deviendra par la suite son sujet de recherche de fin d'étude. «Après caractérisation du problème, il fallait élaborer un dispositif intelligent pour détecter les matières et les causes responsables de cette problématique. Cette solution a été trouvée grâce à l'intelligence artificielle», nous confie M. Wahra-

ni. Même si son parcours a été fatiguant et très riche en connaissance, le résultat pour cet ingénieur a été très satisfaisant puisque sa solution est devenue un projet qui a reçu le label pour créer une start-up qui est en cours de développement. En attendant de devenir employeur, M. Wahrani a été recruté directement après l'obtention de son diplôme. Même parcours pour Benachour Kawthar, ingénieur en génie des procédés à l'ENPO. Suite à une problématique posée par une entreprise industrielle, elle a fait des recherches pour trouver une solution. Cet ingénieur a travaillé sur l'huile TORADA, une huile industrielle minérale pure qui possède une stabilité exceptionnelle à l'oxydation et une très grande résistance à la dégradation thermique, pour aboutir à un procédé de séparation entre cette huile et son contaminant. Son projet est actuellement en étude par l'entreprise pour le valider et le prendre comme solution au problème posé. Deux initiatives encourageantes, selon le directeur et les enseignants de l'ENPO pour pousser les étudiants à innover et créer leur propre emploi. Le directeur de l'ENPO, Boukli Hassane Fouad, a souligné sur ce point que l'opportunité est donnée aux étudiants pour émettre des propositions et soumettre des projets innovants. L'innovation est l'économie de la connaissance. L'étudiant qui vient avec une idée trouvera des dispositifs juridiques et physiques pour son accompagnement dans la réalisation de son projet. Leur rêve». Mme Mecirdi, enseignante à l'ENPE, a insisté lors de son intervention sur les possibilités de devenir un entrepreneur, un leader et développer son entreprise tout en encourageant les étudiants à aller dans cette voie pour réussir. Quant à Mme Benyahia, enseignante à l'ENPO qui a encadré son étudiant Wahrani Mohamed, a souligné qu'actuellement les étudiants disposent de beaucoup de facilités pour devenir des entrepreneurs grâce à des dispositifs mis en place et doivent prendre leur sort en main, créer leurs propres entreprises sans attendre d'être recrutés dans une quelconque entreprise.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER				
Alam Melouka, 71 ans, Tighennif				
Fegualou Aïcha, 98 ans, Ave d'Oujda				
Bouhala Abderrahmane, 13 ans, Bouguirat				
Daouia Messaouda, 83 ans, Dar Beïda				
Horaires des prières pour Oran et ses environs				
25 jomada el oula 1446				
El Fedjr 06h23	Dohr 12h51	Assar 15h32	Maghreb 17h54	Icha 19h16

Sans pareil en Algérie et bien au-delà, le village scientifique projeté au niveau du grand lac salé d'Oran -portant le nom de « Dhayet Morsli » dans la toponymie locale des zones humides- est un projet à la croisée des chemins entre musée-laboratoire grandeur nature et parc de culture-loisir. Focus sur ce site assez futuriste, sa face non encore dévoilée comprise.

Houari Saaïdia

Depuis son annonce fin 2023 à ce jour par le désormais ex-wali d'Oran Saïd Sayoud, on est resté plutôt dans la communication institutionnelle vague et au compte-gouttes à l'égard de ce dossier. Il y a deux explications possibles à cela. Le wali, qui ne manquait aucune tribune pour se revendiquer franchement ou à demi-mot les droits d'auteur de ce projet qu'il citait toujours parmi la liste des réalisations d'Oran 2021-2024 (comprendre par là : à mettre à son crédit, selon «sa» logique calendaire), n'en donnait que des flashes de temps à autre afin d'entretenir le suspense jusqu'à la levée du voile officielle dans un but d'en maximiser les effets d'image et de sensation au jour J. Mais peut-être, tout simplement, n'en avait-il pas lui-même tous les petits détails, mais seulement l'esquisse, l'ébauche, l'idée matrice, et attendait ce que lui allait proposer au final le maître d'œuvre désigné, à qui on avait donné a priori la plus grande marge de liberté d'initiative dans la conception et la mise en forme des orientations notifiées. Une chose est sûre néanmoins et en attendant d'en connaître un peu plus, on n'en avait jusque-là qu'un grand titre générique (village scientifique) avec quelques sous-titres en guise de pièces éparpillées du puzzle qui, à les prendre séparément, on a cette première impression de contraste ou de discordance, d'incohérence en tout cas.

CAHIER DES CHARGES EN DERNIÈRES RETOUCHES

Le dernier fait dans l'actualité liée à ce projet, qui en est encore au stade des procédures, une réunion de travail tenue le 15 novembre, présidée par le wali et à laquelle ont pris part le directeur des Travaux publics -en sa qualité de maître d'ouvrage délégué par la wilaya- et le groupement de bureaux d'études chargé pour cette mission. Une séance lors de laquelle le wali a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer l'élaboration du cahier des charges afin de lancer les travaux prochainement, durant le premier trimestre 2025, en fait. D'après les informations communiquées par les services de la wilaya au lendemain de cette réunion, l'on saura qu'au titre de la première phase de ce projet, le lac Dhayet Morsli et son proche périmètre seront assainis et son plan d'eau sera désenvasé, ont précisé des services de la



Cinéma Imax, parc zoologique, jardin botanique...

Les éléments «nouveaux» du village scientifique de la Sebkha

wilaya d'Oran. La deuxième phase portera, quant à elle, sur l'aménagement d'espaces verts, la réalisation de zones de repos et d'installations pour la pratique sportive, de parcours de promenade et d'infrastructures commerciales, en plus de cinq bâtiments. D'autre part et selon une source proche du dossier, lors de cette même réunion wali-DTP-BET, le premier responsable de la wilaya a instruit le directeur des Travaux publics de finaliser dans les plus brefs délais le cahier des charges, lequel document a pour but principal d'élaborer un état quantitatif des différents lots de travaux et d'en estimer les coûts financiers (devis détaillé). Il faut savoir que les travaux de dépollution des eaux de la Sebkha, confiés à la direction de l'Hydraulique, font partie de la même étude et sont donc concernés par le même cahier des charges. Il est question de stopper en priorité et en urgence le déversement des eaux usées dans ce lac par le déplacement des réseaux d'assainissement vers la STEP d'El-Kerma via la station de relevage d'El-Bahia.

UNE BATTERIE DE TERRAINS ET DES CRITÈRES DE CHOIX

Près d'un tiers de la superficie de la zone au niveau de la Sebkha d'Oran sera réservé à des investissements publics-privés en dehors du futur village scientifique, l'élément central et structurant du projet d'ingénierie écologique, d'aménagement et de mise en valeur de cette zone humide. Bien qu'il représente la structure principale du plan d'aménagement global du périmètre, le village scientifique en stade d'étude n'est pas le seul et unique compartiment du master-plan. Une bonne partie du sol appartenant au lac salé sera exploitée en tant qu'une batterie de terrains à mettre en concession au profit des investisseurs porteurs de projets qui soient en concordance et en harmonie avec la thématique générale du site. D'où un ensemble de critères particulièrement exigeants et sélectifs dans le dispositif d'approbation des projets d'investissement convoitant ce site. Inscrit au titre de l'année 2024, le projet est en phase d'élaboration du cahier des charges après la finalisation de l'étude, et ce en vue de sa budgétisation et le lancement des procédures de marché. Le futur village scientifique sera mis à la disposition de l'Université d'Oran, dès son entrée en exploitation. Les travaux pro-

jetés porteront notamment sur la réalisation d'espaces verts, d'aires de détente et d'autres réservées à la pratique sportive, des structures commerciales, ainsi que 5 bâtiments devant être dédiés à diverses activités. Le futur village scientifique, dont la conception est inspirée du patrimoine architectural de la capitale de l'Ouest, sera le premier du genre à l'échelle nationale. Dès son entrée en matière, il constituera un espace supplémentaire de loisirs et de détente pour les familles oranaises et les visiteurs.

LES PIÈCES DU PUZZLE QUI ÉTAIENT «CACHÉES»

Le Quotidien d'Oran vient d'apprendre par ailleurs qu'une grande salle de cinéma de dernière génération de type Imax est également projetée sur le site. La technologie Imax est une expérience totalement immersive, qui fait oublier aux spectateurs les limites de l'écran pour les plonger au cœur du film. Image, son et confort exceptionnel : cette salle Imax du complexe de la Sebkha a été pensée pour offrir aux spectateurs une expérience spectaculaire. Un zoo fait également partie du master-plan de ce village scientifique. Lieu de détente et de divertissement destiné à un large public, ce parc zoologique aura aussi pour rôle de transmettre aux visiteurs un maximum de connaissances, en matière de sciences naturelles et de conservation de la nature. Des animaux originaires des cinq continents y seront disponibles pour susciter l'intérêt maximal du public. Dans le même ordre d'idées, un jardin botanique sera aménagé. Outre son rôle de lieu touristique axé sur la thématique végétale (les plantes, les paysages, les parcs, les jardins, les événements festifs, les salons professionnels et congrès sur le thème du végétal...), ce jardin aura à remplir une triple mission : la recherche fondamentale sur les plantes indépendamment de leur utilité, l'enseignement et l'éducation du public et la conservation du patrimoine végétal. Il faut signaler que dans le cadre du suivi des travaux d'aménagement de ce lac, une délégation du ministère de l'Intérieur s'est déplacée à plusieurs reprises pour un constat de visu de l'avancement des travaux. Selon nos sources, ces travaux sont en partie pris en charge par un investisseur privé. Outre l'apport financier accordé par le ministère de l'Environnement, la wilaya d'Oran a contribué à la ré-

habilitation de cette zone humide après le déblocage d'une enveloppe de 150 millions de DA par le ministère de l'Environnement.

ENFIN UN TRUC SÉRIEUX !... ET ORIGINAL DE PLUS

En moyenne tous les cinq ans les walis qui se sont succédé à Oran ont évoqué le site de la Sebkha et la nécessité de le prendre en charge de manière durable et efficace. Des projets ont été annoncés et même des opérations de connexions des déversements d'eau usées vers le réseau principal menant aux stations de traitement auraient été réalisées.

C'est ce qui était en tout cas affirmé par d'anciens gestionnaires du secteur. Des discours le plus souvent démentis aujourd'hui par l'état des lieux de la zone humide toujours livrée à la pollution et au dépérissement. Ce n'est que depuis presque une année que le wali (sortant) Saïd Sayoud a ordonné une nouvelle prise en charge de ce dossier en annonçant en décembre 2023 le futur lancement (début 2025) sur le site de travaux de construction d'un village scientifique, axe central d'un vaste projet d'aménagement écologique, paysager, culturel et social permettant la mise en valeur et l'intégration de la vieille Sebkha au tissu urbain de la cité. Fin 2016, on s'en souvient, on levait un coin du voile sur un projet algéro-turc très ambitieux : un pôle touristique à hauteur de la zone humide appelée « Lac de Dhayet Morsli » plus connue sous l'appellation de Petit-Lac. Objet d'innombrables études, plus proches de l'académique que du rationaliste, ce périmètre périurbain, mis à mal par son surnom de Sebkha et l'exutoire d'eaux usées d'à-côté, était promis à un bel avenir, à en juger de la bande d'annonce présentée, à grand renfort médiatique, par un architecte libanais aux cheveux longs, lors d'un workshop en novembre 2016, à la salle de conférence de la Mosquée de Abdelhamid Ben Badis. Après les effets d'annonce, plus rien. Aujourd'hui, on reprend la même idée de fond, et on part sur une base solide, mais surtout un projet réalisable. Financièrement parlant, au premier chef. L'idée de fond ?

ON REPREND LA MÊME IDÉE DE FOND ET ON REPART SUR UNE BASE SOLIDE

Jusque-là, Oran tourne le dos à ce lac salé. C'est peu dire, en fait. Non seulement la ville tournait le dos, jusque-là, à ce bassin occupant le fond d'une dépression à forte salinité, mais elle était complexée, obnubilée, par son existence, par sa mitoyenneté avec son corps urbain. Comme si ce pan de la nature était un greffon indésirable dont se défendait l'organisme en le rejetant, le rendant du coup inapte à remplir sa fonction. Et il faut, dans le cas de Petit-Lac, prendre le mot rejet dans son sens «hydraulique» : déversement, écoulement, évacuation des eaux usées (ménagères comme industrielles). Bref, mal loti, victime de son existence à l'orée d'une cité en panne d'imagination, mordant sa propre queue, ne voyant pas plus loin que le bout de son nez, Petit-Lac -l'étendue d'eau et non le secteur urbain s'entend- était rejeté, banni, laissé pour compte. Un no man's land. La ville n'osait pas s'approcher d'un iota de ce terrain inconstruit, marécageux, bourbeux, sale et salé, d'air irrespirable. Tout comme la Mactaâ, le lac Télamine, les Salines d'Arzew et Oum Ghellaz, ce site n'avait droit de cité qu'un jour par an, le 2 février, à l'occasion de la célébration à très petite échelle de la Journée planétaire des zones humides, où l'on emmène rituellement des écoliers en excursion pédagogique, sous l'œil veillant des gardes forestiers, pour leur expliquer, sur pièce, la convention de Ramsar. Avec le mince espoir de repérer dans les parages quelques flamants roses, canards sauteurs et autres anatidés, histoire de sortir un peu du stéréotype des exposés à la Wikipédia.

Rien que pour avoir osé déplacer la ligne des faux interdits, casser ce tabou vieux de 62 ans qui consiste à «sacraliser» le lieu dans les tribunes officielles et s'en servir de déversoir derrière le rideau, défaire cet ennuyeux complexe de zone intouchable sous prétexte, plutôt drôle, de zone humide classée Ramsar, lequel prenait en otage la ville et l'amputait de sa jambe saine, rien que pour cela, le projet conçu par les pouvoirs publics locaux mérite d'être salué. A la croisée des chemins, entre village scientifique, musée-labo grandeur nature et parc de loisirs, ce futur site aborde la science sous le prisme du divertissement, avec pour vocation de rechercher, d'instruire, d'étonner, de s'amuser, tout en se cultivant, au travers de moyens immersifs et innovants, comme la réalité virtuelle, le vidéo mapping ou de présentations multisensorielles et émotionnelles.

Mostaganem

Foncier industriel : des opérateurs mis en demeure

Les services de la wilaya de Mostaganem ont résilié, récemment, 22 contrats de concession d'exploitation de terrains relevant du foncier industriel, situés dans la zone d'activités "Gouara", selon les mêmes services.

Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh a tenu, en début de semaine, une réunion du Comité de wilaya chargé du suivi et de l'assainissement des projets d'investissement, consacrée à l'examen de la situation du foncier industriel et des projets situés dans la zone d'activités "Gouara" dans la commune d'El-Hassiane.

Après avoir suivi un exposé sur les différents projets d'investissement et la situation des terrains concédés susceptibles d'être récupérés en cas de défaillance prouvées des investisseurs à concrétiser leurs projets,

le wali a instruit les services compétents d'adresser des mises en demeure à certains contrevenants pour les contraindre à se conformer aux dispositions légales et aux engagements stipulés dans les cahiers des charges, selon la même source.

Le comité a approuvé la résiliation de 22 contrats de concession sur un total de 32, avec engagement de déposer les demandes d'annulation auprès des instances judiciaires compétentes, a-t-on précisé.

Concernant la zone industrielle "Bordjia" située dans la même commune, le comité avait décidé, fin octobre dernier, d'adresser 13 mises en demeure, sous peine de résiliation des contrats à l'expiration des délais impartis.

Jusqu'à ce jour, cette démarche a permis l'assainissement de 17 projets d'investissement

dans cette zone industrielle, donnant lieu à la résiliation de 4 nouveaux contrats de concession, souligne-t-on.

Les services de la wilaya ont indiqué que ces réunions de coordination permettent d'assainir la nomenclature des projets et de récupérer les terrains industriels inexploités afin de les attribuer à d'autres investisseurs répondant aux critères requis et capables de concrétiser leurs projets dans les délais fixés.

Dans cette optique, les terrains récupérés en raison du non-respect des engagements contractuels par les investisseurs seront intégrés dans la plateforme numérique dédiée aux investisseurs, qui constitue l'unique moyen d'acquiescer un terrain appartenant aux biens de l'Etat pour la réalisation de projets d'investissement, a-t-on souligné.

Tiaret

6,2 milliards DA pour équiper le centre anti-cancer

Une enveloppe financière de 6,2 milliards DA a été allouée pour l'équipement du centre régional anti-cancer de Tiaret, a indiqué le directeur local de la Santé et de la Population (DSP), Ali Bensadek.

A cet effet, le ministère de la Santé a réservé 3 milliards DA pour l'acquisition de trois accélérateurs de traitement du cancer, financés par le Fonds national de lutte contre le cancer. Un montant de 3,2 milliards DA du budget sectoriel a été mobilisé pour l'acquisition d'équipements médicaux et administratifs nécessaires à ce centre de santé, qui a fait l'objet, lundi soir, d'une visite d'inspection du wali de Tiaret, Saïd Khalil, a-t-on indiqué.

Le même responsable a souligné que ce projet devra être

opérationnel au cours du premier semestre de l'année prochaine, signalant que les travaux de réalisation ont enregistré un taux d'avancement dépassant 95 %, alors que les travaux de climatisation centrale et d'installation des transformateurs électriques sont en voie de finalisation.

De son côté, le wali a insisté sur la nécessité de prévoir des infrastructures complémentaires pour ce centre, afin d'assurer une meilleure prise en charge psychologique des patients et de leurs accompagnateurs, dont notamment des espaces verts, des aires de repos et des salles dédiées à la scolarisation et aux jeux pour enfants.

Le responsable de l'exécutif de wilaya a, d'autre part, salué l'initiative de certaines associations

qui œuvrent actuellement à la réalisation d'une résidence près de l'hôpital pour héberger les patients et leurs familles venant de régions éloignées. La capacité d'accueil de cette infrastructure hospitalière est de 260 lits, indique-t-on. Dans le domaine de la lutte contre le cancer, le secteur de la santé dans cette wilaya des Hauts Plateaux de l'Ouest du pays dispose d'un personnel médical expérimenté, notamment deux spécialistes qui supervisent l'unité de lutte contre cette pathologie lourde.

Lors de la même visite, le wali a inspecté plusieurs projets en cours de réalisation dans la ville de Tiaret, notamment l'hôpital de traitement des brûlures, le service orthopédique, l'annexe de l'Institut Pasteur ainsi qu'une polyclinique.

Mascara

L'alimentation en eau perturbée dans 21 communes



Une perturbation dans l'approvisionnement en eau potable (AEP) est enregistrée dans 21 communes de la wilaya de Mascara, en raison de travaux de maintenance entamés au niveau de la station de dessalement de l'eau de mer d'El Macta (Oran), a-t-on appris mardi auprès de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

Selon la même source, cette perturbation

touche, depuis lundi, les communes de Mascara, Tizi, Ghriss, El Keurt, Froha, Matmore, Ain Farès, El-Bordj, Khalouia, Sig, Oggaz, Zahana, El Alaïmia, Ras El Ain Amirouche, Bouhenni, Mohammadia, El Ghomri, Macta-Douz, El Fraguig, Sedjara et Sidi Abdelmoumene. La situation de l'approvisionnement en eau potable sera rétablie une fois les travaux achevés, a-t-on rassuré de même source.

«L'Emir Abdelkader et le projet de la Renaissance arabe»

L'Emir Abdelkader et le projet de la Renaissance arabe sera au centre d'un colloque national, qui se tiendra ce mercredi à Mascara, à l'occasion de la commémoration du 192^e anniversaire de la première allégeance (Moubayâa) au fondateur de l'Etat algérien moderne.

Organisée à l'initiative de la direction de la culture et des arts, cette rencontre abordera plusieurs axes, notamment "La vision réformatrice dans le projet de l'Etat et de la nation", "Les contributions de cette figure historique au projet de la Renaissance arabe", "L'Emir et l'Etat moderne: les applications pratiques du volet politique du projet réformatrice arabe", ainsi que "La modernité dans la pensée de l'Emir Abdelkader", a précisé, à l'APS, le directeur de cette institution, Abdelgha-

ni Rezgui. Des professeurs et chercheurs spécialisés ayant pour centre d'intérêt l'histoire de l'Emir Abdelkader de plusieurs universités du pays, participeront à ce colloque, selon le même responsable.

A cette occasion, une exposition sera également organisée pour mettre en lumière, à travers des affiches et des brochures, l'histoire de la résistance menée par le fondateur de l'Etat algérien moderne contre l'armée coloniale française, entre 1832 et 1848.

L'objectif de cet événement est d'apporter un éclairage d'un point de vue académique et scientifique, sur les principales réalisations intellectuelles, politiques et militaires de l'Emir Abdelkader, qui ont enrichi le projet de la Renaissance arabe, a souligné M. Rezgui.

Chlef

Saisie de kif, un mandat de dépôt

Abbad Miloud

Après l'exploitation d'informations parvenues à la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de Chettia indiquant que deux individus s'adonnaient à la commercialisation de drogue au niveau de cette ville, des investigations ont été lancées.

Après l'obtention de l'autorisation de perquisition du domicile, les policiers ont procédé à une fouille d'une habitation qui servait de lieu de stockage et de commercialisation de cette drogue. Ils ont saisi 923 grammes de kif traité et un montant d'argent dépassant 21 millions de centimes provenant de la vente de cette drogue. Un individu a été arrêté tandis que son complice demeure en fuite et est activement recherché.

Le mis en cause a été présenté au

tribunal de Chlef et placé en détention préventive.

Par ailleurs, un citoyen a déposé une plainte à la deuxième sûreté urbaine de Chlef indiquant qu'il a été victime d'un vol au niveau de son local de vente de tabac. Les investigations menées par des éléments de la police judiciaire de la deuxième sûreté urbaine de Chlef ont permis l'arrestation d'un individu, âgé de 20 ans. Après les procédures réglementaires, il a été procédé à une fouille de l'habitation. 6.000 paquets de cigarettes de différentes marques ont été récupérés. Quatre autres individus, originaires de la ville de Chlef, faisant partie du réseau spécialisé dans le vol des locaux commerciaux demeurent en fuite et sont activement recherchés. Le mis en cause a été présenté aux autorités judiciaires compétentes.

La bibliothèque «Mohamed El Mili», un temple du savoir

El-houari Dilmi

Sous la houlette de sa directrice, Nacéra Aouad, la bibliothèque principale de lecture publique «Mohamed El Mili», rayonne sur tout le territoire de la wilaya et même au-delà.

Inaugurée en février 2022, la bibliothèque centrale de lecture publique «Mohamed El Mili» est un joyau architectural, contrastant nettement avec les habitations bétonnées tout autour. Espace dédié au savoir et à la connaissance, la bibliothèque principale, contiguë au lycée «Belhouari», abrite un fonds documentaire de près de 40.000 ouvrages, destinés à un large public dans de nombreuses disciplines littéraires et scientifiques. Même les personnes non-voyantes ont droit à un espace qui leur est dédié, avec des équipements de dernière génération, comme ce synthétiseur vocal. D'un très beau style architectural et ornemental mauresque, la bibliothèque centrale de lecture publique s'impose comme un haut lieu de

culture, même si sa construction est qui a mis beaucoup de temps, près de douze années, pour voir le jour. S'étalant sur près de 6000 m² et ayant coûté 360 millions de dinars, équipements compris, la bibliothèque Mohamed El Mili recèle quelque 200.000 documents dont 39.000 livres pour la plupart transférés depuis la bibliothèque centrale de lecture, doté de trois espaces sur trois niveaux, des espaces de lecture dédiés au public, étudiants, chercheurs et surtout aux personnes aux besoins spécifiques, d'une salle des conférences de 248 places équipée et insonorisée et d'un autre pour la micro-informatique. En plus d'un espace dédié aux soirées poétiques érigé sous forme de tente, véritable attraction du public, la bibliothèque est entièrement numérisée à la plus grande satisfaction du public avide de lecture et de connaissances.

La bibliothèque principale de lecture publique «Mohamed El Mili» est également dotée d'un système antiviol,

avec des livres à puces et des caméras de surveillance.

Avec la bibliothèque Mohamed El Mili de Tiaret, le secteur compte aujourd'hui 13 bibliothèques publiques réparties à travers le territoire de la wilaya. La directrice, Mme Nacéra Aouad, et son équipe ont réussi à hisser cette structure en un véritable temple du savoir. D'une grande disponibilité, la directrice Mme Nacéra Aouad, est la cheville ouvrière avec une gestion impeccable de cette belle structure, de l'avis même de ses responsables hiérarchiques. Véritable havre préféré des artistes, romanciers et autres poètes qui sont presque tous passés par la salle de conférences de la bibliothèque «Mohamed El Mili», cette dernière compte aujourd'hui plus de 17 000 adhérents, disposant de leurs cartes à puces. Les livres sont, eux, dotés de système antiviol et un balayage en temps réel permettant de faire un inventaire complet du fonds documentaire que recèle la bibliothèque.

Coupe de la CAF: Aujourd'hui à 17h00: CS Sfax-CS Constantine Les Sanafirs veulent créer l'exploit



M. Zeggai

Le CS Constantine entamera sa campagne continentale avec un déplacement en Tunisie où il affrontera le CS Sfaxien dans le cadre de la 1^{re} journée du groupe A de la coupe de la CAF au stade 'Hammadi-Agrebi' à Radès.

Les Constantinois se trouvent, depuis avant-hier, dans la capitale tunisienne. La formation du Cirta a effectué une séance de récupération sur le terrain de l'annexe du stade de Radès, mais sans quatre de ses joueurs, Belhoucini, Benmessabih, Tamine et keeper Bouhalfaya), retenus en sélection nationale militaire qui a participé aux Jeux militaires africains 2024, au Nigeria, selon le chargé de la communication du club constantinois, Zakaria Salhi. Le CSC est déterminé à réaliser un grand match, cet après-midi, face au CS Sfaxien. La mission ne

s'annonce pas de tout repos face à une équipe sfaxienne, triple vainqueur de la compétition. Le coach Kheir Ed-dine Madoui a préparé son groupe en fonction de ces données pour réaliser le meilleur résultat possible.

Les supporters du CSC se sont déplacés en grand nombre en Tunisie pour soutenir leur équipe, après que la direction du club tunisien leur a alloué plus de 4.000 billets d'entrée au stade. A cet effet, selon nos sources, les 'Vert et Noir' n'ont pas pu effectuer leur dernier entraînement, comme le prévoient les règlements, sur la pelouse du Stade de Radès en raison, nous a-t-on dit, de l'indisponibilité du stade. Cette situation risque de désavantager les nôtres et nombreux sont ceux qui considèrent cela comme étant une provocation psychologique. En dépit de cet imprévu, les 'Sanafirs' restent concentrés sur leur objectif et doivent se te-

nir sur leur garde face à cette équipe, redoutable formation, du CS Sfax. Son coach portugais Alexandre Santos s'est dit satisfait de la préparation de ce match avec un effectif au complet. Le CSC entamera ces débats sans aucun complexe étant donné que le CS Sfax est une formation qui a des difficultés dans l'animation de jeu. Mais, il faudra se méfier de l'attaquant ivoirien Winley et les deux Guinéens Fode Camara et Moussa Conte. Le CS Sax évolue généralement avec une défense à quatre éléments et un milieu de terrain composé de trois joueurs avec un certain Achraf Habbassi, considéré comme un pion essentiel des 'Noir et Blanc'. En face, le CS Constantine a également de solides arguments à faire valoir et les coéquipiers de Dib aborderont cette rencontre avec la ferme intention de réussir leurs débuts en phase de poules.

Coupe de la CAF: Aujourd'hui à 20h00 USM Alger-Orapa United Les Usmistes favoris

M. Zeggai

Connaissant l'esprit sportif du merveilleux public de l'USMA, les supporters usmistes ont tourné la page de la première défaite de la saison concédée à Constantine et sont décidés à venir, en grand nombre, soutenir leur équipe. Ce match contre les Bostwanais d'Orapa United, pour le compte de la 1^{re} journée de la coupe de la CAF, constituent une belle opportunité pour les «Rouge et Noir» pour se réhabiliter avec leur public et prendre la tête du groupe. C'est dans les cordes des Algériens de l'USMA. Toutes les conditions d'avant-match sont favorables aux représentants algériens. En plus de l'avantage du terrain et le soutien du public, la formation bostwanaise, créée en 2012, est une équipe inconnue sur la scène continentale.

Les forces en présence sont

totalelement différentes, notamment sur le plan de la valeur technique individuelle et les moyens. Face à une équipe telle qu'Arapa United qui ne compte pas de joueurs étrangers mis à part deux Namibiens, le défenseur Ivan Kamberipa et le milieu de terrain Kleopas Useb ainsi qu'un attaquant de la RD Congo, Aime Azande.

En plus, la victoire est plus qu'impérative pour l'USMA avant son déplacement au Sénégal pour croiser le fer avec l'ASC Jaaraf.

Pour répondre à l'attente de son public et atteindre les objectifs assignés, le coach tunisien de l'USMA, Nabil Maaloul, compte aligner une équipe offensive pour asphyxier l'adversaire d'entrée. Pour cela, il devra en premier lieu trouver les solutions nécessaires pour mettre fin à l'inefficacité de son attaque. La créativité du jeu du Boli-

vien Adalid Terrazas pourrait être la bonne formule. Nabil Maaloul, qui compte opérer quelques changements au sein de son équipe titulaire, devra également trancher entre Belkacemi et Gassama. Avec la présence des Boukhanchouche et Glody Likonza, l'USMA semble bien armée dans l'entre-jeu au moment où Wale Musa Alli est appelé à faire son retour dans le onze de départ. En somme et suivant une certaine logique, l'USMA ne devrait pas éprouver de grandes difficultés pour faire respecter la hiérarchie et signer sa première victoire dans cette phase des poules. Pour sa part, l'entraîneur d'Arapa United, Mogomotsi Mpote, a affirmé que son équipe s'est déplacée pour créer la sensation. Les Usmistes sont donc aver-tis et l'erreur n'est pas permise face à une modeste équipe du Bostwana.

MC Oran- A propos des salaires des joueurs Le communiqué de la direction

M. Zeggai

La dernière divulgation des salaires des joueurs a suscité la réaction du Mouloudia d'Oran, après avoir pondu un communiqué pour démentir toutes ces rumeurs et mettre fin à ces spéculations. « Le MCO condamne les dernières informations relatives aux salaires des joueurs.

Nous avons suivi ces informations erronées à propos des salaires joueurs. La direction du club dément catégoriquement ces informations sans aucun fondement. La direction du club s'engage à suivre tous les recours réglementaires pour mettre fin à ces

rumeurs qui déstabilisent la bonne marche du club », lit-on sur le communiqué. La réaction de la direction du Mouloudia d'Oran a suscité moult réactions chez les supporters du club et aussi chez de nombreux observateurs. Certains affirment par exemple que la masse salariale a triplé et même quadruplé par rapport à la saison écoulée mais le niveau technique de l'équipe ne reflète pas cette augmentation.

A titre d'exemple, on nous a affirmé que le salaire mensuel du milieu de terrain ivoirien Sery Gnoleba et l'attaquant Aribi dépasse largement un milliard de centimes,

mais leur rendement est loin des critères requis sans parler des joueurs qui n'ont pas encore endossé le maillot «Rouge et Blanc», après dix journées de championnat.

Certes, nous n'avons pas les données réelles des salaires des joueurs du MCO, mais il faut admettre que le niveau des joueurs recrutés durant le mercato estival et loin de répondre aux aspirations de l'équipe et aux attentes du public. C'est du moins la réalité du terrain. Qui a recruté ces joueurs ? Sur quels critères s'est-on basé ? Le rapport salaire-niveau technique a-t-il été pris en considération ?

LFP-Commission de discipline L'ES Mostaganem écopé d'un match à huis clos

R.S.

La Commission de discipline de la LFP a traité les affaires des rencontres de la 10^{ème} journée du championnat de Ligue 1. Plusieurs clubs sont sanctionnés financièrement. La sanction la plus lourde a été infligée à l'Espérance de Mostaganem qui vient d'écoper d'un match à huis clos et une amende de 200.000 DA pour utilisation de fumigènes et jets de projectiles sur le terrain (3^e infraction).

Pour sa part, le CS Constantine devra s'acquitter d'une amende globale de 100.000 DA pour conduite incorrecte de l'équipe et utilisation de fumigènes dans les tribunes. Quatre clubs sont menacés du huis clos. Il s'agit de l'Olympique Akbou, le MC Oran, l'ESS et l'ASO Chlef qui ont été sanctionnés par une amende de 200.000 DA pour utilisation de jets

de fumigènes sur le terrain (2^e infraction). Une autre amende de 40.000 DA a été infligée au CRB et à l'ESS pour conduite incorrecte de l'équipe. Concernant les joueurs: Bahoussi (O. Akbou a été suspendu pour un match ferme, alors que les Akacem (JS Saoura), Bouchiba (JS Saoura) et Kemoukh (NC Magra) ont pris 100.000 DA d'amende pour contestation de décision.

Allemagne : Maza dans l'équipe-type

L'international algérien, Ibrahim Maza figure dans l'équipe type de la 13^{ème} journée de la deuxième division allemande, publiée par le média Kicker. Ibrahim Maza s'est encore illustré ce week-end. Lors de la 13^{ème} journée de Bundesliga 2, le joueur a été l'auteur d'un magnifique but face à Ulm. Le joueur a également délivré une passe décisive lors de cette rencontre.

Cette performance qui n'est pas passée inaperçue permet au jeune international algérien de figurer dans l'équipe type du média allemand Kicker. Depuis le début de saison, le joueur a disputé 15 matches, marqué cinq buts et délivré trois passes décisives.

• OGC Nice: Boudaoui retrouve la compétition

L'international algérien de l'OGC Nice, Hicham Boudaoui, rétabli d'une lésion aux ischios, a repris la compétition, lors de la victoire décrochée à domicile face au RC Strasbourg (2-1), en clôture de la 12^e journée de la Ligue 1 française. Titularisé par l'entraîneur Franck Haise, Boudaoui a pris part à l'intégralité de la rencontre. Le joueur algérien de 25 ans, s'est blessé avant la précédente trêve internationale de novembre, ce qui l'a



contraint de faire l'impasse sur trois matches des «Aiglons» en championnat. Boudaoui a également déclaré forfait pour les deux derniers matches de l'équipe nationale, aux qualifications de la CAN-2025 face à la Guinée-équatoriale à Malabo et contre le Libéria à Tizi-Ouzou. Boudaoui n'a pas été épargné par les blessures depuis le début de la saison, puisqu'il a été victime en septembre dernier d'une entorse du ligament latéral interne du genou gauche.

• Distinction pour Kebbal

L'international algérien, Ilan Kebbal, a été désigné joueur du mois d'octobre de la Ligue 2 BKT. Le joueur s'est vu décerner son trophée à l'issue du match entre le Paris FC et Annecy

ce week-end. S'il y a bien un international algérien qui fait parler de lui en Ligue 2 BKT cette saison c'est bien Ilan Kebbal ! L'international algérien qui enchaîne les bonnes performances a été désigné meilleur joueur du mois octobre par l'Union National des Football Professionnel. Le joueur s'est vu décerner son trophée, à l'issue de la rencontre entre le Paris FC et Annecy, qui a vu les deux équipes se quitter sur un score vierge de 0-0.

Leader de Ligue 2 avec le Paris FC, le joueur est grandement impliqué dans le classement de son équipe. Avec quatre buts et une passe décisive depuis le début de saison, Ilan Kebbal est la pièce maîtresse du milieu parisien. Une récompense donc bien méritée pour le joueur.

Nigeria La conversion des voitures au gaz naturel fait son chemin

Adebola Omotosho, mécanicien, doit parcourir huit kilomètres à travers la mégapole de Lagos, capitale économique du Nigeria, pour se réapprovisionner en gaz naturel comprimé (GNC).

Il fait partie des pionniers, dans le pays le plus peuplé d'Afrique, qui ont adopté ce carburant alternatif promu par les autorités mais encore difficile à trouver.

Les avantages financiers et environnementaux compensent, selon lui, le désagrément du trajet.

«Avant, je dépensais 75.000 nairas (environ 44 dollars) pour l'essence, contre 12.000 nairas (environ 7 dollars) maintenant pour le GNC chaque semaine», explique-t-il à l'AFP.

Les autorités nigérianes considèrent le GNC comme la solution miracle pour mettre fin aux pénuries chroniques de carburant et à la multiplication par cinq des prix de l'essence depuis que le président Bola Ahmed Tinubu a supprimé les subventions sur les carburants en mai 2023.

En septembre 2023, M. Tinubu a créé l'Initiative présidentielle pour le gaz naturel comprimé (PCNGI) afin d'encourager la transition vers une énergie plus propre.

Environ 100.000 voitures ont été converties jusqu'à présent, et plus de 200 millions de dollars ont été investis, selon le directeur du PCNGI, Michael Oluwagbemi, et le gouvernement vise la conversion d'un million de véhicules de transport en commun d'ici à 2026.

COÛT DE CONVERSION

Le Nigeria compte environ 12 millions de véhicules sur ses routes et souhaite rejoindre des pays comme l'Argentine, le Brésil et l'Iran, où des millions de moyens de transport fonctionnent au GNC.

Mais le coût de la conversion est élevé: environ 1,3 million de nairas (732 euros) pour une voiture à moteur quatre cylindres 2,4 litres.

Avec quelque 129 millions de Nigériens vi-



vant dans la pauvreté, selon la Banque mondiale, et un coût de la vie qui explose, peu d'automobilistes peuvent se permettre une telle dépense, d'autant que le pays traverse actuellement sa pire crise économique depuis une trentaine d'années.

«Le coût initial de cette conversion est prohibitif pour la plupart des conducteurs», estime Chidalu Onyenso, PDG d'Earthbond, une société qui aide les entreprises à passer des combustibles fossiles à des énergies plus propres.

Toutefois, M. Oluwagbemi précise que les travailleurs salariés peuvent obtenir des prêts pour convertir leurs véhicules, avec un plan de remboursement sur 12 mois.

Pour atteindre son ambitieux objectif, le gouvernement doit aussi tenir compte de la lenteur des conversions et du nombre limité de stations de réapprovisionnement.

Jide Fasetire, un technicien qualifié, explique à l'AFP depuis son atelier de Lagos avoir converti 20 véhicules depuis que le gouver-

nement a lancé sa campagne, et en compte 18 sur sa liste d'attente.

Une conversion lui prend au moins deux jours. «Notre objectif est de trois heures, mais nous n'y sommes pas encore», explique-t-il, ajoutant que les techniciens sont en cours de formation.

SCEPTICISME

L'explosion en octobre d'une voiture fonctionnant au GNC dans l'Etat d'Edo, dans le sud du pays, a alimenté les inquiétudes du public et provoqué une série de publications sur les réseaux sociaux qualifiant le GNC de «bombe à retardement».

Les autorités ont imputé l'explosion à l'utilisation de «bouteilles de GNC non certifiées et mal fabriquées» et ont promis des mesures de conformité plus strictes.

«Les problèmes de sécurité liés à la prolifération des centres de conversion non agréés posent un grave risque pour la sécurité», ex-

plique à l'AFP Kelvin Emmanuel, expert et consultant en énergie.

Babatunde Odukoya, un transitaire qui dépense 150.000 nairas par semaine (environ 88 dollars) pour ravitailler son SUV de taille moyenne, a déclaré à l'AFP que l'explosion d'Edo avait été «décourageante».

L'annonce du gouvernement malaisien d'arrêter d'ici à juillet 2025 pour des raisons de sécurité les véhicules au GNC, qu'il avait introduits dès la fin des années 1990, a aussi nourri le scepticisme nigérian.

Pour Mme Onyenso d'Earthbond, l'adoption massive du GNC permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'améliorer la qualité de l'air et de diminuer les coûts de maintenance.

Toutefois, elle estime que l'adoption du GNC n'est qu'une étape vers l'écologisation du réseau de transports dans le pays et que d'autres solutions doivent également être envisagées, comme les véhicules électriques encore moins polluants.

UE

Les consommateurs perdus dans la jungle de l'étiquetage alimentaire

Des centaines de logos et des slogans trompeurs: la jungle de l'étiquetage alimentaire au sein de l'Union européenne induit en erreur les consommateurs, dénonce la Cour des comptes européenne lundi, dans un rapport qui pointe des «lacunes inquiétantes dans la législation».

«Le consommateur est tout bonnement perdu», résume Keit Pentus-Rosimannus, en charge de cet audit au sein de la Cour.

«Les aliments sont qualifiés de +frais, propres, naturels ou verts+ - autant de termes non réglementés qui peuvent donner l'impression que les produits sont plus sains ou plus respectueux de l'environnement qu'ils ne le sont en réalité», regrette-t-elle.

Les 450 millions de consommateurs européens se retrouvent exposés à des messages qui sont «délibérément ou non, trompeurs».

Faute d'harmonisation entre pays européens, il existe des centaines de systèmes d'étiquetage et de logos différents, souligne la Cour basée au Luxembourg.

Le rapport critique ainsi la coexistence au sein de l'UE de plusieurs étiquetages nutritionnels - «Nutri-score» (Allemagne, Belgique, France, Luxembourg et Pays-Bas), «Keyhole» (Danemark, Lituanie, Suède), «NutriInform Battery» en Italie et un «symbole du cœur» en Finlande.

Cela «conduit à l'effet exactement opposé de celui recherché:

semer la confusion plutôt que d'informer et de guider», déplore Keit Pentus-Rosimannus.

En matière d'étiquetage, une série de règles européennes prévoient actuellement la mention d'informations essentielles sur les denrées alimentaires. Mais les contrôles des Etats membres sont insuffisants, selon le rapport, et les amendes «pas toujours dissuasives».

La Cour regrette la complexité des systèmes de contrôle, par exemple en Belgique avec deux autorités compétentes au niveau fédéral et trois au niveau régional.

Le rapport déplore aussi que les règles européennes autorisent à louer les vertus d'un produit sur un emballage comme «riche en vitamine C» ou «en fibres», même quand il contient une teneur élevée en matières grasses et en sucres.

L'audit se penche également sur les produits végétaux dits «botaniques», déplorant que les consommateurs soient «exposés à des allégations non fondées sur une évaluation scientifique».

En l'absence de liste européenne sur les effets positifs ou non de ces produits pour la santé, les Etats membres ont leur propre approche, avec des promesses «potentiellement trompeuses» sur les emballages. Le rapport évoque un produit au ginseng, prétendant favoriser le «tonus et la récupération musculaire».

«MANQUE DE VOLONTÉ POLITIQUE»

La Cour relève enfin «l'absence de règles européennes concernant les labels végétariens et végétaliens», non définis dans la législation de l'UE.

L'audit a porté sur une période allant de 2011 à 2023, auprès de la Commission européenne et des autorités de trois pays, Belgique, Italie et Lituanie, pour analyser différents types d'étiquetage en respectant un «équilibre géographique» au sein de l'UE.

Auditionnée pendant les travaux, l'organisation européenne de défense des consommateurs Foodwatch juge «choquant» le «manque de volonté politique des institutions européennes» sur l'harmonisation de l'étiquetage.

Selon l'ONG, «le Nutri-Score devrait être le logo nutritionnel obligatoire à l'avant de l'emballage partout en Europe».

Sensibles, ces questions d'étiquetages divisent souvent les 27. Certains Etats comme l'Allemagne ou la France poussent par exemple pour étendre l'obligation de mentionner l'origine des aliments à davantage de produits, au-delà des seuls miel, huile d'olive, viandes fraîches, œufs, fruits et légumes frais...

Mais d'autres s'y opposent en redoutant des conséquences pour leurs propres filières de production.

France

Les agriculteurs entament une deuxième semaine de manifestations

«**S**top aux réglementations qui tuent nos métiers»: des agriculteurs ont entamé, lundi en France, leur deuxième semaine consécutive de mobilisations.

A Vierzon (centre) par exemple, des barrages filants sur l'autoroute A20 qui relie Toulouse (sud) à Paris ont visé les poids lourds frigorifiques français et étrangers. Plusieurs dizaines d'agriculteurs du deuxième syndicat agricole français, la Coordination rurale, y ont participé.

Dans les Ardennes (est), quelque 121 tracteurs et 178 agriculteurs étaient mobilisés au total, selon les autorités. La FNSEA, premier syndicat agricole français, y avait appelé à des actions devant la préfecture et les sous-préfectures.

«Le message, c'est stop aux sur-transpositions, stop aux réglementations qui tuent nos métiers», a déclaré à l'AFP Thierry Huet, de la FNSEA des Ardennes.

Parmi les nombreuses autres actions ailleurs dans le pays, une centaine d'agriculteurs ont traversé la ville d'Arras (nord) avec une cinquantaine de tracteurs, avant de déverser ballots de paille, palettes, pneus et fumiers devant la préfecture, a constaté un journaliste de l'AFP.

Pour Patrick Legras, agriculteur et président de la Coordination rurale pour la région Hauts-de-France (nord), «les problèmes de revenus sont fondamentaux pour au moins

50% des agriculteurs». «L'année a été catastrophique dans beaucoup de domaines, les céréales, les fièvres catarrhales, sur les élevages», a-t-il ajouté, déplorant de se voir proposer seulement «des prêts pour rembourser des prêts».

«On nous demande toujours plus de produits à bas coûts, et ça, ce n'est pas possible avec des normes qui sont toujours plus importantes pour nous», a renchéri Damien Salomon, coprésident de la Coordination rurale du département du Pas-de-Calais (nord).

Ailleurs encore, des plateformes logistiques ont été bloquées, comme à Avermes (centre) où pneus et déchets ont été déversés au sol et des mannequins pendus à des arbres.

Après une première semaine de mobilisations contre le traité de libre-échange que l'Union européenne négocie avec des pays latino-américains du Mercosur, les syndicats agricoles poursuivent ainsi leurs actions pour dénoncer les «normes».

Ces manifestations interviennent avec en toile de fond des élections en janvier, qui détermineront les subsides versés à chaque syndicat.

La Coordination rurale entend détrôner l'hégémonie de l'alliance FNSEA-Jeunes Agriculteurs.

Moins d'un an après une mobilisation d'ampleur, les syndicats agricoles jugent n'avoir pas obtenu suffisamment d'avancées.

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de la SantéWilaya de Mostaganem
Direction de la Santé
et de la Population
Service des Ressources
et Planification
Bureau de la PlanificationAvis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales N° 06/2024
N.I.F : 098827019000134

La direction de la Santé et de la Population de la Wilaya de Mostaganem, lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales pour l'Etude, Réhabilitation et Equipements collectifs pour l'hôpital Chéguévara :

- Lot 01 : Fourniture et installation de mobilier médical.
- Lot 02 : Fourniture et installation de mobilier bureautique.
- Lot 03 : Fourniture, installation et mise en service d'équipements de cuisine.
- Lot 04 : Fourniture, installation et mise en service d'équipements de buanderie.

Les candidats intéressés par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges, auprès du Bureau de la Planification à La Direction de la Santé et de la Population de la wilaya de Mostaganem sise à 20, rue Bouazza Abdelkader Mostaganem.

En application des dispositions de l'article 44 du Décret Présidentiel N°15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, L'appel d'offre objet du présent cahier des charges s'adresse aux soumissionnaires suivants :

- Fabricants, importateur, grossistes et détaillants inscrits au registre de commerce dans le domaine du présent cahier des charges,
- Ayants réalisés au moins un projet similaire à l'objet du présent cahier des charges justifié par des attestations de bonne exécution, portant objet du marché ou convention et son montant en fonction de la spécificité de chaque lot, visées par le service contractant.
- Ayants un chiffre d'affaire cumulé des trois (03) dernières années supérieur ou égale à dix (10) Millions de Dinars (Bilan 2021 + Bilan 2022 + Bilan 2023 ≥ 10.000.000.00 Da).

Conformément aux dispositions de l'article 67 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégations de service public, Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas, ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

« À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres, Appel d'offres N° 06/2024 portant l'Etude, Réhabilitation et Equipements collectifs pour l'hôpital Chéguévara : - Lot 01 : Fourniture et installation de mobilier médical - Lot 02 : Fourniture et installation de mobilier bureautique - Lot 03 : Fourniture, installation et mise en service d'équipements de cuisine - Lot 04 : Fourniture, installation et mise en service d'équipements de buanderie »

1 - Le dossier de candidature comporte ce qui suit :

- Déclaration de candidature dûment renseigné, signé, daté et cacheté par le soumissionnaire selon le modèle joint en annexe ;
- Déclaration de probité dûment renseigné, signé, daté et cacheté par le soumissionnaire selon le modèle joint en annexe ;
- Statut de la société ;
- Délégation de pouvoirs, dûment renseigné, signé, daté et cacheté par le soumissionnaire selon le modèle joint ;
- Copie du registre de commerce électronique ;
- Copies des attestations de bonne exécution, portant objet du marché ou convention et son montant en fonction de la spécificité de chaque lot, visées par le service contractant ;
- Attestation de solvabilité bancaire en cours de validité ;
- Copie de la carte d'identification fiscale ;
- Attestation de mise à jour CNAS et CASNOS en cours de validités ;
- Copies des bilans fiscaux des trois (03) dernières années (2021-2022-2023) visés par les services des impôts ;
- Attestation de dépôt des comptes sociaux délivrée par le CNRC en cours de validité pour les sociétés de l'exercice 2022 ou 2023 ;
- Extrait de Rôle apuré ou avec échéancier ;

2 - Le dossier technique comporte ce qui suit :

- Déclaration à souscrire dûment renseigné, signé, daté et cacheté par le soumissionnaire selon le modèle joint en annexe ;
- Mémoire technique justificatif dûment renseigné, signé, daté et cacheté par le soumissionnaire selon le modèle joint en annexe ;
- Catalogues et documents techniques des équipements collectifs en français ou en anglais ;
- Engagements dûment renseigné, signé, daté et cacheté par le soumissionnaire selon le modèle joint en annexe ;
- Cahier des charges portant à la dernière page la mention « lu et approuvé » :

3 - Le dossier financier comporte ce qui suit :

- Lettre de soumission dûment renseigné, signé, daté et cacheté par le soumissionnaire selon le modèle joint en annexe ;
- Bordereau des prix unitaires dûment renseigné, signé, daté et cacheté par le soumissionnaire selon le modèle joint en annexe ;
- Devis quantitatif et estimatif dûment renseigné, signé, daté et cacheté par le soumissionnaire selon le modèle joint en annexe ;

Le délai de préparation des offres est fixé à quinze (15) jours à partir de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres sur le BOMOP et la presse.

La date et l'heure du dépôt des offres par les candidats est fixé au dernier jour de préparation des offres à 12 heures et l'ouverture des plis se fera à 14 heures, et si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le délai de préparation des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres plus trois (03) mois.

Le Directeur

ANEP N° 2431014772 Le Quotidien d'Oran 27/11/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

-Wilaya : D'Oran
-Daira : es-senia
-Commune : sidi Chami.
N° : / 2024AVIS
D'ATTRIBUTION PROVISoire
NIF :31135010061

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés public et des délégations de service public et décret présidentiel N° 23-12 du 05/08/2023, le président de L'APC de la commune sidi Chami informe les entreprises soumissionnaires participe a appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimales N° 17/2024 relatif au projet cite ce dessous:

Lot 01 : Raccordement Entre Deux Collecteurs D'assainissements Cite Benaicha
Sidi Chami

Lot02 : Déplacement De La Conduite D'assainissement Hai 330 Logements(Sadem)
Sidi Chami

Lot03 : Rénovation Du Réseau D'alimentation D'eau Potable Hai 200logements
Sidi Maarouf Et 103logements Mondial Hai Sabah Commune
De Sidi Chami

Paru sur les journaux nationaux منبر القراء et Le Quotidien D'Oran en date du 27/10/2024 qu'a l'issue de l'analyse des offres techniques et financiers les entreprises mentionnées sur le tableau ci -après est retenue provisoirement :

Projet	Entreprise Retenue	Montant en TTC	NIF	Délais	La note techn/100	OBS
Lot 01 : Raccordement Entre Deux Collecteurs D'assainissements Cite Benaicha Sidi Chami	EURL SCMGC	1 219 622.80 DA	000731010939225	02Mois	80	---
Lot 02 : Déplacement De La Conduite D'assainissement Hai 330 Logements(Sadem) Sidi Chami	SARL BETHO	6 138 471,25 DA	000431010728175	02 Mois	82	---
Lot 03: Rénovation Du Réseau D'alimentation D'eau Potable Hai 200logements Sidi Maarouf Et 103logements Mondial Hai Sabah Commune De Sidi Chami	Chellali Houari	5 905 684.40 DA Après correction 5 409 408,40DA	167451000132418	03Mois	66.83	---

Un délai de dix(10) jours, à partir de la première (1^{ère}) parution sur la presse est accordé aux soumissionnaires pour déposer leurs éventuels recours auprès de la soumission des marchés publics de la commune conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés public et des délégations de service public .Ceux d'entre eux qui sont intéressés, de se rapprocher de ses services, au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières .

Sidi Chami le

Le président de l'APC

ANEP N° 2431014733 Le Quotidien d'Oran 27/11/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
CENTRE D'ETUDES ET DE REALISATION EN URBANISME -URBOR-AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES
MINIMALES N°08/2024

NIF : 000031010478742

Le centre d'études et de réalisation en urbanisme -URBOR- lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales relatif à l'acquisition d'une solution de capture de la réalité 3D -Scanner laser 3D- au profit du centre d'études et de réalisation de l'urbanisme-URBOR-

Tous les soumissionnaires : personnes physiques ou morales, soit individuellement ou dans le cadre d'un groupement, qualifiés, disposant des conditions de participation suivantes : - Justifier d'un certificat de distribution de l'année en cours avec un fabricant mondialement connu en matière de solution de scan 3 D et ce pour le territoire national ;

- Justifier que le matériel proposé est neuf à travers un engagement du fabricant ;
- Avoir un registre de commerce lié à l'activité.

Les soumissionnaires peuvent directement ou par le biais des représentants dûment mandatés par leurs soins retirer le présent cahier des charges auprès de l'adresse suivante : Oran : 124 Avenue, aspirant Hammou Mokhtar /Oran Département commercial Contre un paiement de 20 000.00 DA frais de reproduction ; espèces ou virement bancaire à la BDR BANK /Oran au compte N°00300950000121930097

Conditions d'éligibilités :

La durée de préparation de l'offre est de 15 jours dès la première apparition de l'avis d'appel d'offre.

La durée de validité de l'offre est de 03 mois + 15 jours (préparation de l'offre).

A- Première enveloppe :

Dossier de candidature

1- Déclaration de candidature selon le modèle ci-joint (renseigné daté et signé). 2- Déclaration de probité (renseigné daté et signé). - 3- Le registre de commerce lié à l'activité 4- Un extrait du casier judiciaire du soumissionnaire, datant de moins de trois (03) mois portant la mention « néant ». 5- Copie de l'Extrait de Rôle apuré, 6- Copie des attestations d'organisme de sécurité sociale (CNAS- CASNOS). 7- Copie de l'attestation justifiant l'accomplissement de la procédure de dépôt légal des comptes sociaux de la dernière année, délivrée par les antennes locales du centre national du registre de commerce (SPA, SARL, EURL). 8- Numéro d'identification Fiscale N. I. F. 9- un certificat de distribution de l'année en cours avec un fabricant mondialement connu en matière de solution de scan 3 D et ce pour le territoire national 10- un engagement du fabricant justifiant que le matériel proposé est neuf Les références bancaires. 11- Les références professionnelles similaires (attestations de bonne exécution pour des produits similaires). 12- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise. 13 - Une copie des bilans financiers des trois derniers exercices (2021, 2022, 2023), dûment visés par l'administration fiscale.

B - Deuxième enveloppe :

L'offre technique

- 1- Déclaration à souscrire datée remplie et signée (selon modèle ci-joint) et cacheté
- 2- Le Cahier des charges signé, visé et paraphé portant la mention manuscrite « lu et accepté ».
- 3- Lettre d'engagement (renseignée, datée et signée)
- 4- Fiche technique du produit

C - Troisième enveloppe :

Offre financière :

- 1- La lettre de soumission (renseignée datée et signée) selon le modèle ci-joint.
- 2- Le bordereau des prix unitaires dûment signé par le soumissionnaire.
- 3- Le devis quantitatif estimatif de l'offre dûment signé par le soumissionnaire.

NB : la lettre de soumission doit contenir le montant en chiffres et en lettres en hors taxes et en toutes taxes comprises

Présentation de l'offre :

Les offres constituées d'un dossier de candidature, d'une offre technique et d'une offre financière Sous une enveloppe principale cachetée et anonyme ne comportant aucune inscription extérieure autre que la mention suivante :

« À n'ouvrir que par la Commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

« Avis d'appel d'offres National ouvert avec exigences de capacités minimales N° 08 /2024 »

« Objet de l'avis d'appel d'offres : L'acquisition d'une solution de capture de la réalité 3 D -Scanner laser 3 D- Cette enveloppe principale abritera les Trois (03) enveloppes séparées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise, l'adresse la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention : « DOSSIER DE CANDIDATURE », « OFFRE TECHNIQUE », « OFFRE FINANCIERE » Adresse pour le dépôt des offres : Les offres sous forme précisée ci-dessus devront être déposées à l'adresse suivante :

Centre d'études et de réalisation en urbanisme-URBOR- Département commercial.
124 avenue aspirant Hammou Mokhtar -Oran
N° Tél. (041)85.01.81 & Fax : (041) 85.03.85

Choix de l'offre : L'offre la mieux disant du soumissionnaire pré qualifié techniquement ayant obtenu la meilleure note selon le barème de notation du cahier des charges.

Le DIRECTEUR GENERAL

Adresse : 124, avenue Aspirant Hammou Mokhtar -Oran-
Tél : 041.85.01.81 Fax : 041.85.03.85 Email : contact@urbor.dz
R.C : 31/00-0104787 800 Compte Bancaire N° 00 400 402 403 711 280 167
Site web: www.urbor.com



ANEP N° 2431101071 Le Quotidien d'Oran 27/11/2024

APPELEMENTS

■ A vendre appartement à Cité Petit (Haï El Badr) F5, 3^e étage - 0557.48.38.85

VILLAS

■ Villa à vendre, 400 m², façade de 14m, actée, livret foncier, 23 rue de la TSF, Cité Protin, Oran - Tél : 0776.83.90.55

LOCAUX

■ Local aménagé, fini, 220 m², rue Benguigui, face restaurant 'Le Dragon' (Front de mer) - Tél : 0771.27.32.85

TERRAINS

■ A vendre ferme de 1ha, équipée de tout, (bâche à eau, 800 oliviers, sonde, eau H/24, Habitation...) située à El-Braya Oran - Tél : 0773.00.72.13 / 0775.37.44.65

VEHICULES

■ Vends Kia 4 T.C.E., année 2018, 0 retouche, 0 peinture 86.000 k m - Tél : 0771.27.32.85

DIVERS

■ A louer numéro de taxi à Oran, prix : 3500 DA/mois, contrat 2 ans (2 mois gratuits) - Tél : 0563.24.87.92

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

fDon de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie

التبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دم

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE RELIZANE DAIRA DE JDIOUIA

COMMUNE DE OULED-SIDI-MIHOUB

N° Fiscal: 0962.4838.9045801

Avis D'Appel D'offres Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales, N° 0 7/2024
Le président de l'Assemblée Populaire Communale de la Commune de Oued-Sidi-Mihoub, lance un Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités Minimales pour la réalisation du projet suivant : **RÉALISATION DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT AU DOUAR MESSAIDIA) COTE OUEST, ET OULED ALI** (أولاد علي), واولاد علي).
Cet avis concerne les seules entreprises spécialisées ayant des références reconnues Dans le domaine travaux hydraulique. Les soumissionnaires peuvent retirer le cahier des charges depuis le site et la page officielle de la commune de ouled sidi mihoub الصفحة الرسمية للبلدية أولاد سيدني الميهوب.
Les offres doivent être accompagnées des pièces réglementaires en cours de validité.

- 1- Le dossier de candidature :
 - 1- La déclaration de candidature
 - 2- La déclaration de probité
 - 3- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
 - 4- Le statut de l'entreprise le cas échéant
- 2- Les pouvoirs du (ou des) signataire (s) avec les preuves juridiques habilitant le (ou les) signataire (s) à Présenter une offre et exécuter le marché au nom de l'entrepreneur
- 3- les copies des attestations de mise à jour CNAS, CASNOS, CACOBATPH
- 4- Copie du registre de commerce
- 5- Copie du Numéro d'identification fiscale (N.I.F).
- 6- Extrait de rôle apuré ou avec échéancier, délivré au niveau du lieu d'activité.
- 7- Bilans financiers des trois dernières (03) années (2021/2022/2023) visés par les services des impôts territorialement compétents
- 8- Attestation de dépôt légal des comptes sociaux (pour la personne morale le cas échéant)
- 9- un extrait du casier judiciaire: n'est pas en redressement judiciaire et que son casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention «néant». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire. Le casier judiciaire concerne le candidat ou le soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société ;
- 10- Le certificat de qualification et classification professionnelles en cours de validité, catégorie 05 et plus «travaux hydraulique » activité principale
- 11- La liste des moyens humains prévus pour le projet avec pièces justificatives (CV/diplômes) Visée par CNAS.
- 12- La liste des équipements clés à utiliser (liste matériels détaillée) dans le cadre du contrat en y joignant les copies des cartes grises correspondantes ou récépissés ou factures d'achats récentes ou cartes jaunes avec les polices d'assurance obligatoires pour matériel roulant en cours de validité
- 13- références professionnelles
- 14- certificat de c20
- 15- OFFRE TECHNIQUE
 - 1- La déclaration à souscrire dûment remplie, datée et signée ;
 - 2- Cahier des charges signé et dûment paraphés et portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »
 - 3- Toutes documents permettant d'évaluer l'offre « délais. Le prix... » 04 - planning du travail
- 16- OFFRE FINANCIERE
 - 1- La lettre de soumission remplie, datée et signée paraphé -2- Bordereau des prix unitaires, daté et signé paraphé
 - 3- Devis quantitatif et estimatif, daté et signé. Paraphé
- 17- Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante : **A NOUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES FFRES**
Avis d'appel d'offre national ouvert Avec exigence de capacités minimales N° 0 7/2024

رئيس المجلس الشعبي البلدي بـوادي سيدني الميهوب (أولاد علي) : المدة إعداد العروض هي عشرة (10) أيام، من تاريخ تاريخ النشر الأولى في الجريدة الرسمية.

La durée de préparation des offres est de dix (10) JOURS, à partir de la date de la première parution d'appel d'offre dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou dans les quotidiens nationaux arabes ou français. La date et l'heure limite de dépôt des offres : Le jour et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres à 13h 45 mn.

Le jour d'ouverture des plis correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres

L'heure d'ouverture des plis correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres à 14.00 h

Si ce jour coïncide avec un jour férié, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable. Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

Fait à O/Sidi Mihoub, le: 17/11/2024

LE PRÉSIDENT DE L'A.P.C

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L' HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

DE LA WILAYA D'EL BAYADH

N°/DEP/2024
LEAVIS D'ANNULATION D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
Nif : 00023202015003669000

Selon le décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés

publics et des délégation de service public, Direction des équipements publics de la wilaya

d'el Bayadh , informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres

ouvert avec exigence de capacités minimales paru dans la presse nationale

(Le Quotidien d'Oran) du 29/05/2024 : portant :

Réalisation d'une Sureté Urbaine IM à El-Bayadh en Lot Unique

A- Bloc Sureté (Tranche Ferme)

B- Bloc Locaux Techniques , Chauffage Central , Bâche à Eau , Groupe Electrogène , Poste Transformateur , Réseau Informatique et Téléphonie , Clôture et VRD (Tranche Conditionnelle)

site	Le Soumissionnaire	Projet	REMARQUE
EL BAYADH	Ben Houachi Djamel	Réalisation d'une Sureté Urbaine IM à El-Bayadh en Lot Unique	REJET(la décision de comité des marchés publics N°47 du 13/11/2024) Motif (Insuffisance D'AP)
		A- Bloc Sureté (Tranche Ferme) B- (Bloc Locaux Technique , Chauffage Central, Bâche à Eau, Groupe Electrogène , Poste Transformateur , Réseau Informatique et Téléphonie , Clôture et VRD (Tranche Conditionnelle)	

LE DIRECTEUR

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Education Nationale

AVIS DE RECRUTEMENT

La Direction de L'education de la Wilaya de Naama , lance l'ouverture d'un concours de recrutement sur titres dans les grades suivants:

Grade	condition d'accès	nombre de postes
Administrateur Conseiller	Être titulaire d'un diplôme de doctorat dans les spécialités: *Science juridiques et administratives -Sciences économiques- Sciences financières-Sciences commerciales- Sciences de gestion-Science politique et relations internationales-Sociologie sauf la specialité sociologie éducative-Psychologie specialite organisation et travail-Sciences de l'information et de la communication sauf les spécialités presse écrite et audiovisuel -sciences islamiques : spécialité charia et droit.	01
Ingenieur d'etat en Informatique	Être titulaire d'un diplôme de : *Master ou d'ingénieur d'etat en informatique ou d'un titre reconnu équivalent.	02
Assistant Documentaliste archiviste	Être titulaire d'un diplôme de : *Techniciens supérieur en sciences bibliothéconomie,d'études universitaires appliquées en bibliothéconomie ou diplôme de technicien supérieur en documentation et archives.	07

Les dossiers des candidats doivent comporter les documents suivants :

*Une fiche de renseignement remplie par candidat (l'acquérir dans l'un des sites suivants:

*www.concours-fonction-publique.gov.dz ou www.https://www.dgfp.gov.dz.

*Une demande manuscrite.

*(02) photos d'identité.

*Une copie de la carte d'identités.

*Une copie de diplôme du titre ou du diplôme exigé , auquel sera joint les relevés des notes du cursus de formation.

*Attestation ou certificat de travail éventuellement (visé par la CNAS pour les employeurs privés).

*Une attestation de travail dans le cadre de contrats (PID,CID,CIP).

*Formation complémentaire au diplôme exigé dans la spécialité , s'il y a lieu.

*Travaux et études réalisés dans la spécialité.

*Certificat de résidence.

Les dossiers incomplets , ne seront pas acceptés.

Délais d'inscription et de dépôt des dossiers

Les dossiers seront déposés au niveau de direction de l'éducation , naama / Bureau d'Orientation et Examens , Apartir de la date de premiere parution dans les colonnes de la presse écrite nationale.

2

21.05 Ça, c'est Paris !



Série dramatique - France - 2024
Saison 1 - Episode 1/6 : Paris adieu
Avec Alex Lutz, Charlotte de Turckheim, Nicolas Maury, Salomé Dewaels
Gaspard Berthille, directeur du Tout-Paris, un restaurant hérité de son père, peine à maintenir le succès de l'établissement. Malgré l'opposition de sa mère Babeth, il est sur le point de le vendre à un puissant groupe de supermarchés et promet à sa femme Prune une nouvelle vie à Honfleur où le couple compte ouvrir une maison d'hôtes.

3

21.05 Secrets d'histoire



- Robin des bois, le prince des voleurs
Présenté par Stéphane Bern
Robin des Bois évolue dans une Angleterre médiévale profondément marquée par les luttes incessantes de pouvoir et les conflits territoriaux. Dans les profondeurs de la forêt de Sherwood, l'archer s'entoure de ses fidèles compagnons, Frère Tuck et Petit Jean, défiant continuellement l'autorité du shérif de Nottingham. Son destin croise régulièrement celui de Lady Marianne et du roi Richard Cœur de Lion.

4

21.00 Tryo, le concert des XXV ans à l'Accor Arena



Concert anniversaire du groupe Tryo à l'Accor Arena, le 20 mai 2022. Après un an et demi d'attente et des reports, les 25 ans (+ 1) de Tryo ont eu lieu le 20 mai 2022 ! Entourés de leur famille d'artistes qu'ils ont su réunir au fil des années et qui pour la plupart ont répondu présents : Alain et Pierre Souchon, Claudio Capéo et Komlan de Dub Inc, Gauvain Sers, Bénabar, Véronique Sanson, L.E.J, Mike et Riké de Sinsemilia, Bigflo & Oli, et Sylvain Duthu. Un concert attendu de longue date.

5

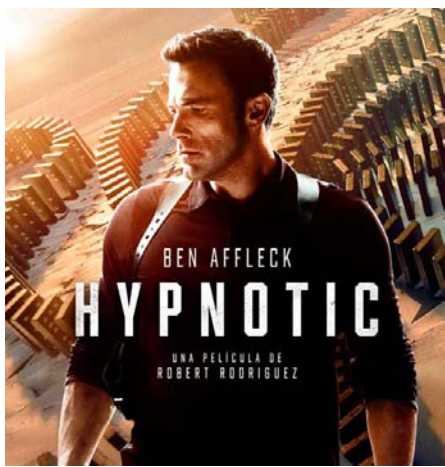
arte

C8

09.55 Le Mag de la santé
11.00 Un espoir pour la nature
12.00 Pharaon des deux terres
13.00 La forêt minuscule
13.35 Le Mag de la santé
14.40 Sur le front
15.35 Le peuple des hyènes et moi
16.30 Mère nature
17.40 C dans l'air
18.55 C à vous
20.00 Vu
20.05 C à vous la suite
21.05 La grande librairie
22.40 C ce soir
23.50 C dans l'air

10.10 Bienvenue à Majorque ! L'île de la nostalgie
10.55 Canaries, les îles-volcans
12.25 Le Danemark sauvage
16.30 La mer du Nord par les côtes
17.20 Invitation au voyage
18.55 Urgent : cherche logement à Dublin
19.30 Le dessous des images
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.50 Le dessous des cartes : l'essentiel
20.55 Jeanne Dielman, 23, quai du Commerce, 1080 Bruxelles

09.38 Chez Jordan De Luxe
10.40 Fiançailles à Noël
12.30 William à midi : première partie
13.25 William à midi
14.05 Inspecteur Barnaby
17.52 Pascale, Eric, Yann et les autres
18.44 La tribu de Baba
19.37 Touche pas à mon poste
21.20 Vaincre ou mourir
23.10 Le Puy du Fou raconté par Philippe de Villiers



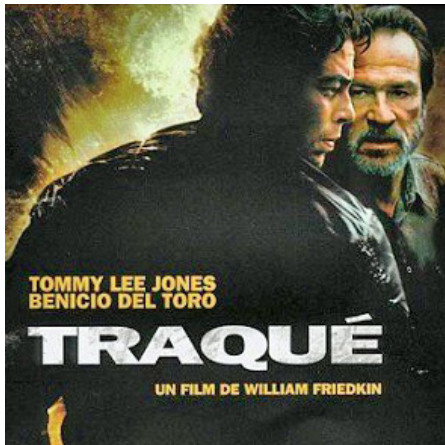
CINE +
PREMIER 20.50

HYPNOTIC

Film de science-fiction - Canada - Royaume-Uni - Etats-Unis - 2023
Avec Ben Affleck, Alice Braga, JD Pardo, Hala Finley, William Fichtner
Déterminé à retrouver sa fille, le détective Danny Rourke, enquête sur une série de braquages qui pourraient être liés à sa disparition. Hélas, les criminels qu'il poursuit sont bien plus machiavéliques qu'il ne l'imaginait : ils hypnotisent des innocents pour qu'ils commettent des crimes contre leur volonté. Personne ne semble à l'abri. Pour les déjouer, Rourke va devoir se méfier de tout le monde.

RTL9 20.55

TRAQUÉ



Film d'action - Etats-Unis - 2003
Avec Tommy Lee Jones, Benicio del Toro, Connie Nielsen, Leslie Stefanson
Traumatisé par une mission au Kosovo, Hallam, membre des forces spéciales de l'US Army, en est revenu totalement déshumanisé. Ce prédateur quasi autiste est ainsi devenu une machine à tuer incontrôlable. Un jour, il égorge des chasseurs non loin de Portland dans l'Oregon. Un agent du FBI fait alors appel à son ancien formateur, L.T. Bonham, qui vit en ermite dans la forêt du Vermont, pour le traquer.

ACTION 20.50

THE RYAN INITIATIVE



Film d'espionnage - Etats-Unis - Russie - 2014
Avec Chris Pine, Kevin Costner, Kenneth Branagh, Keira Knightley
Ayant survécu à une attaque en Afghanistan, le lieutenant Jack Ryan est recruté par William Harper de la CIA comme analyste financier infiltré dans une banque. Découvrant d'étranges comptes russes, il est envoyé sur le terrain, pour enquêter sur la société de Viktor Cherevin, un milliardaire. Il comprend que ce dernier cherche à anéantir l'économie américaine. Arrivé à Moscou pour rencontrer l'homme d'affaires, son garde du corps tente de l'assassiner et il se retrouve impliqué dans une conspiration de terrorisme économique. Il va devoir déjouer le complot tout seul.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Esprits criminels : Evolution



Série policière - Etats-Unis - 2024
Saison 17 - Episode 5/10

- L'envers du comptot

Avec Joe Mantegna, A.J. Cook, Kirsten Vangsness, Zach Gilford
En utilisant Elias Voit, le BAU organise une rencontre avec Gold Star à Davenport, dans l'Iowa. Damian alias le supposé Goldstar serait un ancien pensionnaire du centre de redressement, Stuart House, mis en cause lors des précédents meurtres. Le tueur est particulièrement hautain et cynique avec l'équipe, spécialement à l'encontre de Dave Rossi.

6

21.10 La France a un incroyable talent



Saison 19 - Emission 6 : les auditions
Présenté par Karine Le Marchand, Marianne James, Sugar Sammy, Hélène Ségara, Eric Antoine

C'est l'heure de la dernière soirée d'auditions et il ne reste plus qu'un seul et unique Golden Buzzer, le précieux Graal permettant d'accéder directement à la demi-finale. Ce soir, Jean-Baptiste, atteint du syndrome de Gilles de la Tourette, interprète une de ses propres compositions, tandis que Gabriel Vuitton, magicien, rend hommage à son grand-père à travers un numéro d'illusion.

CANAL+

21.00 Ligue des champions



- Monaco / Benfica Lisbonne

Invincus avec trois victoires et un match nul à l'issue de la 4e journée, Takumi Minamino et les Monégasques visent désormais une place parmi les huit premiers. Dans leur antre du stade Louis-II, les joueurs de la Principauté peuvent faire un grand pas vers la qualification directe pour les huitièmes de finale en cas de victoire face au Benfica Lisbonne, ce soir.

PLANETE +

TFX

W9

10.28 Faites entrer l'accusé



13.23 Arafat, l'insaisissable
13.53 Les opérations secrètes nazies
15.37 Le génie des bâtisseurs
17.28 La vie secrète des pharaons
19.22 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 The Reagans
22.51 Franklin D. Roosevelt

10.35 Gossip Girl
11.30 Clap !
12.00 Les frères Scott
16.25 Quatre mariages pour une lune de miel
19.00 Star Academy, la quotidienne
20.05 Plus belle la vie, encore plus belle
21.05 Détox ta maison, 7 jours pour tout ranger

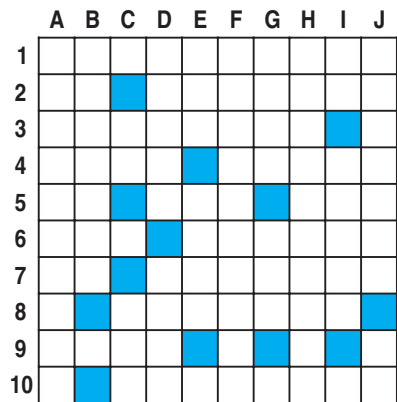
NRJ

09.25 Lucifer
13.00 Une saison au zoo
19.10 The Big Bang Theory
21.10 L'année du LOL

09.00 W9 Hits
10.40 HDM : L'hebdo de la musique



11.40 Le hit W9
12.45 Météo
12.50 NCIS
16.40 Un dîner presque parfait
19.50 Les cinquante
21.05 Météo
21.10 Enquêtes criminelles



Horizontalement:

1. Va au diable !
2. Maille à partir. Elle fait de la peine.
3. Un coup pour rire.
4. Planque.
5. En trop et pas assez ! Se met à couvert. Voulut alors !
6. Poisson. Interdit.
7. Sur la rose. Tentés.
8. Telles des mouettes.
9. Prend les devants.
10. Elles ont de la suite dans les idées.

Verticalement:

- A. Font des vols libres.
- B. Patte-nageoire.
- C. En suite. Mémoire vive.
- D. Pleins. Flanc.
- E. Au train où il va, il en fait du chemin ! Balte.
- F. Politesse de SM.
- G. Bar des amis.
- H. Elles ne se sont pas fait attendre ! Cause.
- I. Conjonction. Acides.
- J. Plantes à odeur forte. Pique fort.

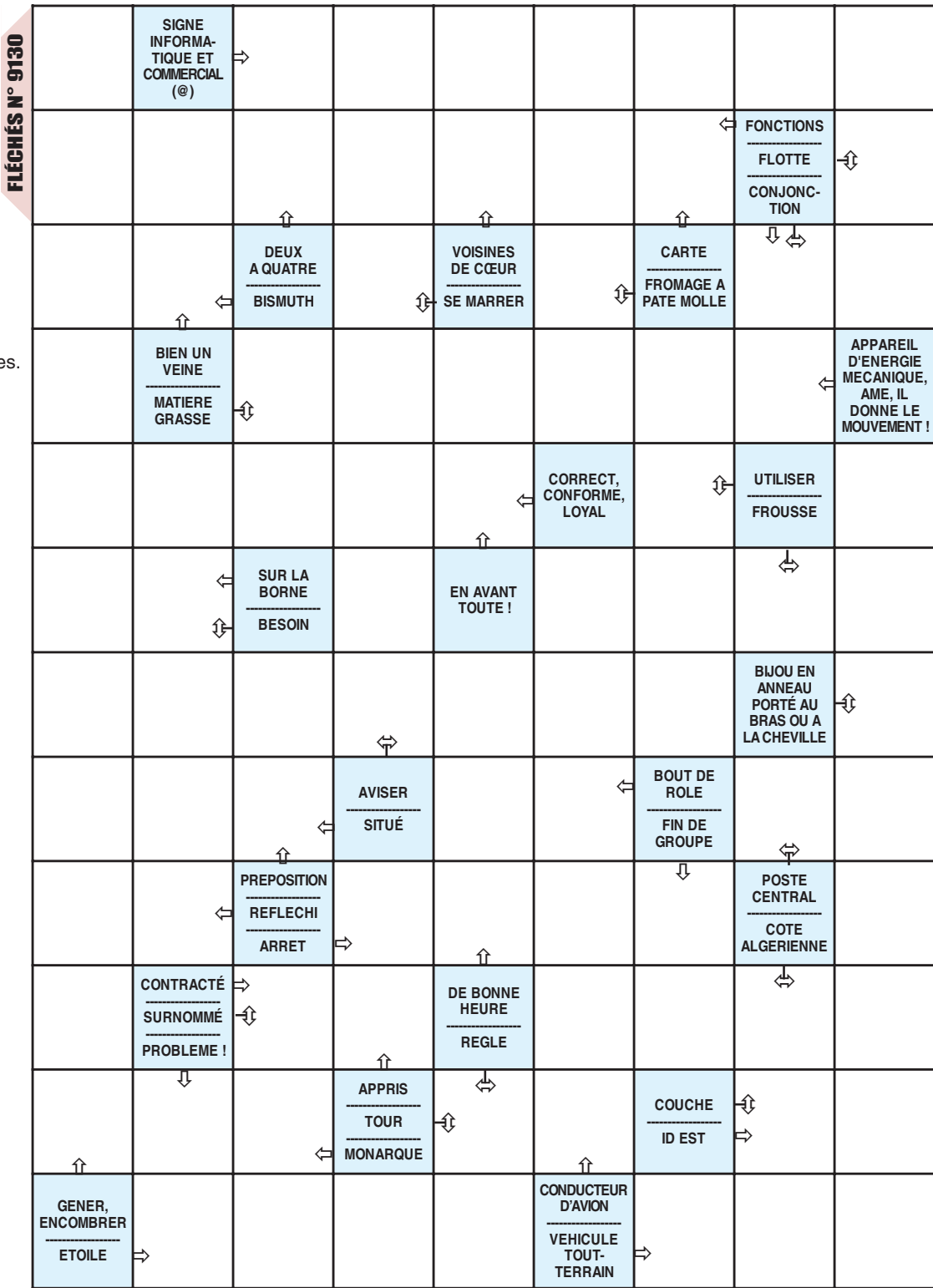
A	E	N	I	A	B	U	A	E	T	I	P	A	H	C
E	V	T	N	E	M	E	L	B	I	S	I	L	N	A
C	R	I	G	A	L	I	R	T	R	G	L	A	O	G
N	E	N	O	A	O	A	N	A	R	A	P	H	I	A
A	G	T	G	N	Q	E	M	E	E	A	L	U	T	S
R	A	E	N	U	M	E	U	T	T	V	E	R	A	N
R	R	E	E	H	R	N	E	A	V	E	U	S	O	
E	I	R	L	C	V	E	G	S	D	E	T	S	I	L
I	M	U	E	M	A	C	E	D	E	R	T	L	L	
B	O	A	G	E	T	E	R	F	R	S	O	N	A	I
R	C	A	S	E	N	I	E	A	A	I	P	E	G	U
U	T	I	U	S	S	L	V	R	P	I	D	M	E	O
O	Q	I	I	O	I	A	M	O	U	L	E	R	B	
B	A	O	O	C	N	H	R	E	I	D	A	L	A	S
C	N	N	E	I	C	I	T	E	H	T	S	E	E	U

AGIR - AIGREUR - ASCENSION - AUBAINE
- AVEU - AVION - BOISEMENT -
BOUILLON - BOURBIER - BRAQUER -
CAQUETAGE - CAUCHEMAR - CEDER -
CHAPITEAU - DATE - DERISION - ECOLE -
EGALISATION - ELEMENT - ERRANCE -
ESTHETICIEN - FAILLE - GOAL - HARAS -
LION - LISIBLEMENT - LISTE - MIRAGE -
MOULER - OTAGE - PARAVENT - RAPHA -
RAVIN - REGAL - RIDEAU - ROULEMENT -
SAGA - SALADIER - TINTER - TROP.

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er sied. - Mon 2e est un adjectif possessif.
On attache du prix à mon tout.

1	C	I	R											
14														
4	19	1	7	13	6	2	16						11	
9		8	2	6	2	7	7	8	9					
6	4	9	5		6			8	18	2				
4		1	13	3	4			1	4	6				
2		13	3	4		15	8	7	4					
10	8	3	10	4	6			9	2					
9		3	2		12	11	6	6	4					
11		4	4		11	9		17	14					
9	8	9		11	1	1	3	13	4					
5	4	5	11		2	3		4	3					
	2		1	3	4	4	3		2					
12	7	11	1	4	13	6	4		5					
8		6	13	1	6		15	13	4					
13	12		6	2	4	10	4		6					
14	13	3	4	5		8	6	4						

Jeux proposés par Chérifa Benghani



	9				5	2	
	8			4	6		9
				5	3	7	8
			1	4	2	8	
	3			5			6
4	6			9	8		
	1	4			8		2
					1	9	
3		7		2	4		

FLECHES N°9129

V	A	G	A	B	O	N	D
S	I	S	E		O	R	O
U	S		L	U	N	D	I
P	O	U	F		T	E	G
E		R	A	T		S	O
R	U	E		R	E		U
E	N		S	U		E	T
T		P	O	I	N	T	
T	E	L		T		S	O
E		O	P	E	N		S
	L	U	E		E	P	E
E	X	C	U	S	E	R	

CROISÉS N°9129

M	A	L	A	N	D	R	I	N	S
A	V		F	O	U	R	N	I	E
C	O	F	F	R	E		A	E	N
H	U	A	I		T	O	M	E	S
I	E		R	A	T	I	O	S	
N	E	M	O	I		V		L	
A	I	N	E		S	U	I	T	E
L		B	R	U	T		B	I	S
E	L	U		R	E	F	L	E	T
S	E	T	S		S	C	E	N	E

SUDOKU N°2129

1	9	6	2	4	8	5	3	7
7	2	8	6	5	3	9	1	4
5	3	4	9	1	7	8	6	2
6	8	1	5	7	2	4	9	3
2	4	9	3	6	1	7	5	8
3	7	5	8	9	4	6	2	1
4	6	2	7	3	9	1	8	5
9	1	3	4	8	5	2	7	6
8	5	7	1	2	6	3	4	9

CODES N° 9129

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
I	U	B	A	N	R	T	S	E	M	F	D	O	Q	H	L	C	V	

FOUILLIS N° 9129 : POSSIBLE (Pot - Cible)



Egypte : 4 corps et 4 survivants récupérés après le naufrage d'un bateau touristique



Des secouristes ont récupéré mardi quatre corps et quatre rescapés au lendemain du naufrage d'un bateau touristique au large de la côte est de l'Egypte, a indiqué le gouverneur de la Mer Rouge, Amr Hanafi, alors que huit personnes sont toujours portées disparues.

Parmi les rescapés figurent deux Belges, un Suisse et un Egyptien, a-t-il précisé, portant le nombre total des survivants à 32. Les quatre morts n'ont pas encore été identifiés et huit personnes sont toujours portées disparues. Le bateau transportait 31 touristes de différentes nationalités ainsi que 13 membres d'équipage, lorsqu'il a été frappé par une grande vague tôt lundi qui l'a fait chavirer près de Marsa Alam, dans le sud-est de l'Egypte.

Le gouverneur de la région de la Mer Rouge avait indiqué lundi que le bateau avait coulé en l'espace de 5 à 7 minutes après avoir été frappé par la vague. Certains passagers — parmi eux des touristes européens, chinois et américains — n'avaient pu sortir de leurs cabines à temps.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Cambodge : manifestation contre la livraison de mines américaines à l'Ukraine



Plus d'une centaine de personnes ont manifesté mardi au Cambodge devant la 5e conférence d'examen de la convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel, pour protester contre la décision des Etats-Unis de livrer ce type de munition à l'Ukraine. «Nous sommes fatigués. Nous ne voulons plus voir de victimes com-

me moi, nous ne voulons plus voir de souffrances», a déclaré à l'AFP Alex Munyambabazi, qui a perdu une jambe dans le nord de l'Ouganda en 2005.

«Pas d'excuses, pas d'exceptions», a-t-il insisté.

Les manifestants, parmi lesquels des victimes équipées de prothèses, ont tenu des pancartes le long du chemin emprun-

té par les délégations pour se rendre au sommet qui s'est ouvert lundi à Siem Reap, dans le nord-ouest du Cambodge, un des pays les plus minés au monde. «Non aux transferts américains de mines antipersonnel à l'Ukraine» ou «une mine donnée à l'Ukraine aujourd'hui peut tuer un enfant ukrainien demain», pouvait-on lire.

Abandon des poursuites contre Trump pour ingérence dans l'élection de 2020



Une juge a validé lundi l'arrêt des poursuites visant Donald Trump pour tentative illégale d'inverser les résultats de l'élection de 2020, consacrant la large victoire judiciaire de celui qui est désormais le président élu américain. La juge fédérale Tanya Chutkan a suivi les recommandations formulées quelques heures plus tôt par le procureur spécial Jack Smith.

Celui-ci a également renoncé à poursuivre Donald Trump pour rétention de documents classifiés après son départ de la Maison Blanche en 2021, l'autre procédure fédérale le visant. Depuis l'élection du 5 novembre, Donald Trump, qui doit prendre ses fonctions le 20 janvier, apparaissait assuré d'échapper à ces deux procédures.

Dans le premier dossier, à Washington, la juge Chutkan a rapidement validé la demande de Jack Smith d'annuler les poursuites, sans préjuger de leur éventuelle relance au terme du mandat de Donald Trump, 78 ans. Cette recommandation est «cohérente avec l'interprétation de l'accusation selon laquelle l'immunité accordée à un président en exercice est temporaire, expirant lorsqu'il cesse ses fonctions», affirme-t-elle.

Affrontements autour du site disputé d'une mosquée en Inde : 6 morts



Six personnes de confession musulmane ont été tuées et une vingtaine de policiers blessés lors d'affrontements dimanche autour du site controversé d'une mosquée en Inde, selon un bilan publié par les autorités. Les heurts ont éclaté lorsque des archéologues sont entrés sur le site de cette mosquée du XVIIIe siècle située à Sambha, dans l'Etat de l'Uttar Pradesh (nord), pour déterminer si elle avait été construite sur un temple hindou.

Les scientifiques agissaient sur décision de la justice locale, saisie par des associations de la communauté hindoue, majoritaire en Inde, qui revendique la propriété du terrain contesté. Leur présence a suscité un rassemblement de protestation de fidèles de la mosquée, qui ont été dispersés par les forces de l'ordre. Depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Narendra Modi en 2014, les associations ultranationalistes hindoues ont multiplié les opérations visant à détruire des mosquées selon eux construites sur des sites hindous.

Le prix du café arabica au plus haut depuis 1997 face aux craintes sur les récoltes



Le café, variété Arabica, atteint lundi un prix record depuis près de trois décennies, en raison d'une offre limitée, face à des inquiétudes sur les récoltes au Brésil. La livre d'arabica coté à New York a enregistré lundi un plus haut depuis 1997, à 312,80 cents.

En cause: les craintes de «mauvaises récoltes dues aux conditions météorologiques» défavorables plus tôt cette année, en particulier au Brésil, premier producteur mondial de café, et d'arabica en particulier, qui poussent les producteurs à retenir leur production, malgré la forte demande, résume Jack Scoville, analyste chez Price Futures Group.

Pour sa part coté à Londres, le robusta, qui s'échange désormais autour des 5.000 dollars la tonne, avait atteint mi-septembre un prix record de 5.829 dollars, du jamais vu depuis l'ouverture du contrat actuel de référence, en 2008.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

TAXES DOUANIÈRES ET BRAS FER

Le méli-mélo autour des taxes douanières dans le commerce mondial est truffé d'inconséquences évidentes mais il n'est nullement surprenant. Il caractérise l'essoufflement des économies des puissances incapables de trouver des recettes politiques et sociales pour satisfaire les réclamations de leurs acteurs économiques. Le bric-à-brac est manifeste aussi bien dans le monde agricole que dans ceux des échanges commerciaux industriels et technologiques.

Pour l'heure et en premier lieu, les faits saillants et la bataille des taxations douanières touchent la voiture électrique pour laquelle la Chine est accusée de ne pas jouer franc-jeu et subit des griefs et des vindictes. Sous prétexte qu'elle subventionne et braderait ses productions locales elle déstabilise le commerce mondial en

modérant ses prix à l'exportation. En infléchissant le cours des échanges, elle ferait preuve de concurrence déloyale. Les reproches ne sont pas nouveaux et depuis son réveil industriel spectaculaire Pékin a été le trouble-fête dans les échanges commerciaux internationaux.

Une autre bataille se joint en parallèle à ce bras de fer en créant un fouillis qui prend de l'ampleur au cœur de l'Union européenne à propos de la mise en place d'un libre-échange entre l'Europe des 27 et des Etats latino-américains. Déjà affectée et pénalisée par l'élargissement de l'Union avec l'arrivée des pays intégrés où la main-

d'œuvre est peu coûteuse, l'activité commerciale européenne bat de l'aile. Ne se suffisant pas de livrer bataille entre eux à l'image de la France et l'Espagne, les acteurs économiques européens, notamment les agriculteurs, observent avec colère et manifestations leur situation tourner au marasme jusqu'à exiger la barricade des frontières.

Ainsi, il n'est plus question aujourd'hui que du déni simple des fondements de la grande règle du libre-échange sur lequel est basée la société de consommation dans laquelle s'est glissée la Chine. Les Européens, comme les Américains d'ailleurs, ne devraient pas s'offusquer contre une philosophie et une stratégie qu'ils ont eux-mêmes installées et développées. Ils glissent dans le ravin qu'ils ont creusé.